



30 JUIL 1915

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 JUILLET 1915

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le cinq juillet mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au seize août prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le cinq juillet prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEIZE AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th JULY, 1915

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fifth of July, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the sixteenth of August next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the fifth July next; and hereby convene you for the SIXTEENTH of AUGUST next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
3235 L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

L'Habitation Economique, Inc.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze juillet 1915, constituant en corporation MM. Louis Philippe Lessard, comptable, Joseph Elias Michaud, comptable, Joseph Séraphin Lamoureux, payeur, Aimé Rodolphe Paquin, agent, Zénon Galarneau, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les opérations générales d'une compagnie foncière et de placement dans toutes ses branches;
Acquérir des terrains en cette province et y bâtir des maisons d'habitation, munies d'améliorations convenables et destinées à être louées à des prix modérés;

Exercer l'industrie d'entrepreneur et de constructeur, et favoriser, en cette province, la construction de maison d'habitation économiques;

Faire des avances aux personnes avec lesquelles la compagnie sera en relations d'affaires;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou censée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables;

Exercer le commerce d'agents ou intermédiaires, pour le placement, en commun ou séparément, en achat de propriété immobilières ou sur garanties hypothécaires ou autres, des fonds ou deniers à elle remis à cette fin, et suivant les conventions arrêtées avec ses principaux;

Acquérir par achat ou autrement, la totalité ou une partie des affaires, droits et biens, et se charger ou nom des obligations de toute personne, société ou corporation exerçant une industrie semblable en tout ou en partie, à celle de la présente compagnie;

Vendre ou autrement céder la totalité ou une partie des affaires, biens et entreprises de la compagnie, comme industrie active ou autrement, aux clauses et conditions et pour la compensation que la compagnie jugera bon, et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature toute propriété de la compagnie et en particulier des actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont la présente compagnie aura le pouvoir de disposer;

Payer pour toutes réclamations de la compagnie ou pour toute propriété ou droits par elle acquis

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this twenty eight day of June, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
3236 Québec.

Government Notices

L'Habitation Economique, Inc.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1915, incorporating Messrs. Louis Philippe Lessard, accountant, Joseph Elias Michaud accountant, Joseph Séraphin Lamoureux, paymaster, Aimé Rodolphe Paquin, agent, Zenon Galarneau, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of a real estate and investment company in all branches thereof;
To acquire lands in this province and erect thereon dwelling houses with convenient improvements and destined to be let at moderate prices;

To carry on the business of contractor and builder and to promote, in this province, the erection of economical dwelling houses;

To make advances to persons with whom this company may have business dealings;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which this company may think capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To carry on the business of agents or middlemen for the placing, in common or separately, in the purchase of immoveable property or upon mortgage security or otherwise, of funds or monies deposited with the company for such purposes, and according to the agreements entered into with its principals;

To acquire by purchase or otherwise, the whole or any part of the business, rights and property, and to or not to take over the liabilities of any person, firm or corporation carrying on a business in whole or in part similar to that of the present company;

To sell or otherwise convey the whole or any part of the business, property and undertakings of the company, as a going concern or otherwise, upon such terms and conditions and for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds or other securities of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To distribute in kind amongst the shareholders of the company any property of the company and in particular shares, bonds or other securities of any other companies belonging to this company or which this company has the power to dispose of.

To pay for all claims of this company or for any property or rights acquired or held by this

ou possédés, et en particulier pour tous services rendus ou à rendre à la compagnie, en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie ou par l'émission et la distribution de parts acquittées de son capital-actions, sous le nom de "L'Habitation Economique, Inc.", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4281—30-2 Sous-secrétaire de la province.

Parc Riverside, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze juillet 1915, constituant en corporation MM. Georges Delisle, agent financier, Aurelius Houde, manufacturier, Joseph Gaudiose Mainguy, agent, Hector Laferté, avocat, de la cité de Québec, et Gustave Fleury, agent financier, de Rimouski, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation de biens immobiliers et de biens mobiliers, et dans ce but d'acquérir des terrains et de les employer, utiliser et améliorer pour toutes fins de commerce; d'y construire des maisons, bâtisses ou édifices et de les convertir en logements différents pour des particuliers ou des familles, ou pour l'exploitation de l'industrie ou du commerce de toute personne, compagnie, société ou institution; d'exercer l'industrie d'entrepreneurs maçons, d'entrepreneurs menuisiers, d'entrepreneurs peintres, plombiers; de faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, de construire ou d'acquérir des aqueducs et de les exploiter; d'exploiter des carrières, des mines et terrains miniers, des limites à bois, des moulins à scie, des briqueteries, des sablières, de faire des travaux en béton; de faire toutes opérations immobilières et toutes affaires sur les valeurs mobilières commerciales et industrielles se rapportant subsidiairement aux objets de la compagnie;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions dans d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne, société, qui exerce un négoce quelconque.

De payer les services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour le prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, de donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garanties, sous le

company, and in particular for any services rendered or to be rendered to the company, in bonds or other securities or property of the company or by the issue and allotment of paid up shares of its capital stock, under the name of "L'Habitation Economique, Inc.", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4282—30-2 Deputy Provincial Secretary.

Parc Riverside, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1915, incorporating Messrs. Georges Delisle, financial agent, Aurelius Houde, manufacturer, Joseph Gaudiose Mainguy, agent, Hector Laferté, advocate, of the city of Quebec, and Gustave Fleury, financial agent, of Rimouski, for the following purposes:

To deal with moveable and immoveable property and for the above purpose to acquire lands and use, utilize and improve the same for any commercial purposes; to construct thereon houses buildings or edifices and to convert the same into various dwellings for individuals or families, or for the carrying on of the trade or business of any person, company, association or institution, to carry on the business of master masons, master joiners, master painters and plumbers; to deal in all kinds of building materials, to construct or acquire waterworks and operate the same; to operate quarries, mines, and mining lands, timber limits, saw-mills, brick-yards, and sand pits and to do any concrete work; to carry on any transactions in real estate and in commercial or industrial securities incidental to the company's objects;

To apply the whole or part of the funds of the company in the purchase of shares in other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any person, firm or company engaged in any business whatever;

To pay for any services rendered to or required by the company or for any acquisition made by the company, in paid up shares of the company or in cash or partly in paid up shares and partly in cash;

To borrow monies upon the credit of the company;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and pledge or sell the same for such price as may be deemed convenient, provided each such bond, obligation or other security be not for an amount less than one hundred dollars;

To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveables of the company, or give both the above kinds of security to secure the payment of such bonds, obligations or other securities and of any loans of monies made for the company's purposes, to give through its officers duly authorized to one or several trustees to secure the payment of such bonds and obligations, a hypothec upon the immoveables of the company, mentioning the issue and amount of said bonds or obligations thus guaranteed, under the name of "Parc Riverside, Limitée", with a

nom de "Parc Riverside, Limitée", avec un fonds social de cent quatre vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4283-30-2 Sous-secrétaire de la province.

Imperial Development Company.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juillet 1915, constituant en corporation M.M. John Wesley Blair et Francis Joseph Lavery, Conseils du Roi, Charles Albert Hale et Auguste Angers, avocats et Edythe L. Pearson, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage ou autrement et posséder, détenir, exploiter, améliorer, administrer, céder à bail, vendre, disposer et trafiquer des terres, ténements, héritages, immeubles et intérêts en iceux, aussi construire, modifier, réparer et entretenir des bâtisses sur les terres que la compagnie aura en sa possession et sur lesquelles elle pourra avoir quelque intérêt; généralement, faire le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'amélioration; soit pour leur propre compte, à titre de principaux, soit à titre d'agents à commission ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exploiter et jouir des biens-fonds et bâtisses, des franchises, droits, privilèges et clientèle s'y rapportant, dont aucune personne, société ou corporation a la possession, la détention ou la jouissance;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originaire ou autrement, ainsi que détenir, vendre ou autrement disposer des actions, du capital commun ou préférentiel, des débetures, bons et autres obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant un commerce qui peut être conduit de manière à profiter directement ou indirectement au bénéfice de la présente compagnie, et voter sur toutes les parts ainsi détenues par l'intermédiaire de tels procureurs que les directeurs pourront désigner;

Se fusionner avec aucune personne, société ou corporation dont les fins sont totalement ou partiellement semblables à celles de la présente compagnie, suivant les termes et conditions qu'on jugera convenables;

Distribuer, en nature ou autrement, à ses actionnaires, tout bien de la compagnie et spécialement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie organisée pour assumer de la totalité ou d'aucune partie de l'actif de la présente compagnie;

Faire une émission d'actions libérées, d'obligations, de débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat d'aucun bien-fonds, d'aucune bâtisse ou autre propriété que la compagnie pourra acquérir, posséder ou détenir sous l'autorité des présentes, ou pour rémunérer les services rendus par voie de promotion ou autrement;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût et les dépenses encourues dans l'organisation et l'incorporation de la présente compagnie;

Les pouvoirs conférés par chacun des paragraphes des présentes ne sont, en aucune manière,

capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4284-30-2 Deputy Provincial Secretary.

Imperial Development Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the sixteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. John Wesley Blair and Francis Joseph Lavery, King's Counsels, Charles Albert Hale and Auguste Angers, advocates and Edythe L. Pearson, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own, hold, use, improve, manage, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, hereditaments and immovables and interests therein, and to erect, alter, repair, and maintain buildings upon any lands own by the company or in which the company may have any interest, and generally to carry on the business of a real estate and improvement company; either on its own account, as principals, or as agents on commission or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, operate and enjoy the real estate and buildings, and the franchises, rights, privileges and goodwill appertaining thereto, owned, held or enjoyed by any person, firm or corporation;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell, or otherwise dispose of, shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having object similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit this company, and to vote on all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of the company on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company amongst its shareholders and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company in payment or part payment of the purchase price of any real estate, buildings or other property which the company may acquire, own or hold under the provisions hereof, or for services rendered by way of promotion or otherwise;

To pay out of the funds of the company all cost and expenses incurred for the incorporation and organization of the company;

The power in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to

limités ou restreints par référence ou induction des termes d'aucun autre paragraphe;

Les opérations de la compagnie seront conduites dans toute la province de Québec, sous le nom de "Imperial Development Company", avec un capital-action de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le seizième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4299—30-2 Sous-secrétaire de la province.

Pierre Gauthier & Fils, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize juillet 1915, constituant en corporation MM. Lansing Lewis, gentilhomme; Pierre Gauthier et Emmanuel Gauthier, agents d'assurances de la cité de Montréal, Clovis R. Duclos, agent d'assurances, M. A. J. Gauthier, comptable, de Maisonneuve, dans les buts suivants:

Faire affaires comme courtier d'assurances ou comme agent d'assurances, afin de représenter toutes ou chacune des compagnies, raisons sociales ou particuliers exploitant ce genre d'affaires et d'accepter ou payer toute commission ou autres indemnités pour tous services rendus;

Commercer en achetant, vendant ou servant d'intermédiaire pour fournir et faire fournir tous genres d'inventions, appareils, devis et machineries avec leurs accessoires, s'appliquant ou ayant rapport à la prévention des incendies;

Promouvoir ou former des compagnies ayant pour objet la réalisation de toutes et chacune des fins susdites;

Acquérir et vendre au moyen d'acte de vente, de donation, d'échange, de bail ou de toute autre manière quelconque, tous lots de terre, bâtisses, et autres biens, et d'ériger sur les dits lots de terre toutes constructions quelconques; les pouvoirs ci-dessus devant servir chaque fois que la chose paraît nécessaire ou avantageuse aux entreprises générales de la compagnie;

Acheter toute clientèle d'assurances, s'unir ou entrer en société avec toutes personnes, compagnies ou corporations exploitant le même genre d'affaires que cette compagnie, ou faire toutes conventions pour le partage des profits, réunions d'intérêts, co-opérations, solidarité de risques, concessions réciproques ou pour toutes autres transactions;

Prêter tant pour la compagnie que pour toutes autres personnes, tous capitaux garantis par première hypothèque, et emprunter sur les immeubles de la compagnie toutes sommes nécessaires pour l'avancement de ses affaires;

Gérer toutes successions et se charger de l'administration de toutes propriétés, tant meubles qu'immeubles;

Louer, vendre ou disposer de toute autre manière, des affaires de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour le prix et sujet aux conditions que la compagnie jugera à propos de fixer, avec pouvoir d'accepter en paiement de tel prix, des actions, débetures, hypothèques ou garanties de toutes autres compagnies ou corporations;

Attribuer aux actionnaires tout bien quelconque de la compagnie, sous formes d'actions, débetures, hypothèques, garanties ou en espèces;

Distribuer aux directeurs et aux actionnaires de la compagnie des actions libérées, à titre d'indemnité pour leur travail ou services rendus, et pour tous biens quelconques fournis à la compagnie, et

or inference from the terms of any other paragraph;

The operation of the company to be carried on throughout the province of Quebec, under the name of "Imperial Development Company", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4300—30-2 Deputy Provincial Secretary.

Pierre Gauthier & Fils, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Lansing Lewis, gentleman, Pierre Gauthier and Emmanuel Gauthier, insurance agents, of the city of Montreal, Clovis R. Duclos, insurance agent, M. A. J. Gauthier, accountant, of Maisonneuve, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers or insurance agents as representatives of all or any companies, firms or individuals carrying on the same kind of business, and to accept and pay all commission fees or other indemnities for any services rendered;

To deal in, by purchase, sale or as middlemen for supplying all kinds of inventions, apparatuses, appliances, and machineries with accessories thereof relating or incidental to the prevention of fires or to have the above supplied by others;

To promote or form companies having for its objects the attainment of all or any of the above purposes;

To acquire and sell by deed of sale, gift, exchange, lease or in any other manner whatever, lots of land, buildings, and other property, and to erect upon the said lots of land any constructions whatever;

The above powers to be exercised whenever it may be deemed necessary or advantageous to the general undertakings of the company;

To purchase the goodwill of any insurance business, to unite or enter in partnership with any persons, companies or corporations carrying on a business similar to that of the company, or to enter into any agreements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or for any other transactions;

To loan both for the company and for any other persons, any monies secured by first mortgage, and to borrow upon the security of the immovables of the company, all sums of money deemed necessary for the promotion of its business;

To manage any estates and to undertake the management of any property, moveable and immoveable;

To lease, sell or otherwise, dispose of the business of the company, or any part thereof, for such price and upon such conditions as the company may determine with power to accept in payment therefor, shares, debentures, hypothecs or securities of any other companies or corporations;

To allot to the shareholders any property whatever of the company, and in particular shares, debentures, hypothecs, securities or species;

To distribute to the directors and shareholders of the company paid up shares as the consideration for work done or services rendered by them, and for any property whatever supplied to the

généralement faire toutes choses se rapportant à l'exploitation des affaires de la compagnie, sous le nom de "Pierre Gauthier & Fils, Limitée", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4325—30-2 Sous-secrétaire de la province.

The Weedon Chemical Company.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16 juillet 1915, constituant en corporation MM. Charles Water Cate, conseil du Roi, John Perley Wells, avocat, Charles Dickinson White, conseil du Roi, Jean May Stewart, comptable et Agnès Dick, sténographe, de la cité de Sherbrooke, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de distillateurs de bois, fabriquer et faire le trafic des produits et sous-produits s'y rapportant, tant chimiques que pharmaceutiques, aussi, manufacturer, vendre et faire commerce de tous effets, denrées et marchandises qui sont connexes à la dite industrie qu'on peut fabriquer, vendre et dont on peut disposer en rapport avec icelle;

Demander, acquérir, se servir, louer et disposer d'aucune marque de commerce, nom de commerce, brevet, droit, invention, amélioration et procédés sous enregistrement, et d'aucune propriété, d'aucun droit qu'on pourra juger utiles à l'industrie de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir, prendre charge, transporter, hypothéquer, grever, donner en gage, vendre, re-émettre ou autrement disposer des parts du capital-action, des obligations, débetures ou autres preuves de dettes d'aucune autre personne ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, et aussi longtemps qu'ils les détiendront, exercer tous les droits et privilèges des propriétaires, y compris le droit de vote s'y rattachant;

Entrer en société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices avec aucune personne ou corporation exerçant ou engagée dans aucune industrie ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou sur le point de s'y engager ou de l'exercer;

Promouvoir, aider à promouvoir, devenir actionnaire d'aucune corporation subsidiaire, alliée ou autre, exerçant une industrie ou ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété, l'entreprise et l'industrie de la compagnie en compensation de ce qu'elle jugera convenable, et spécialement contre des actions, des obligations, débetures et autres valeurs d'aucune autre corporation, distribuer aux actionnaires, au moyen de dividendes, les deniers, actions, obligations ou valeurs ainsi acquises, aussi répartir aucune propriété de la compagnie, sous le nom de "The Weedon Chemical Company", avec un capital-action de douze mille cinq cents piastres (\$12,500.00), divisé en deux cents cinquante actions (250), de cinquante (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Weedon Centre.

company, and generally to do all things incidental to the carrying on of the company's business, under the name of "Pierre Gauthier & Fils, Limitée", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4326—30-2 Deputy Provincial Secretary.

The Weedon Chemical Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Charles Water Cate, King's Counsel, John Perley Wells, advocate, Charles Dickinson White, King's Counsel, Jean May Stewart, accountant, and Agnes Dick, stenographer, of the city of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of the distillation of wood, and the manufacture of and dealing in its products and by-products, both chemical and pharmaceutical, and to manufacture, sell and deal in all goods, wares and merchandise which are germane to the said business, which can advantageously be manufactured, sold and dealt in connection therewith;

To apply for, acquire, use, lease, and dispose of any trade-marks, trade-names, patents, patent rights, inventions, improvements and processes under registration, and any other such property or rights which may be deemed useful to the business of the company

To acquire by purchase, lease, or otherwise, and to hold, assume, transfer, hypothecate, mortgage, pledge, sell, re-issue, or otherwise dispose of, with or without guarantee, the shares of the capital stock, bonds, debentures, or other evidence of indebtedness created by any other persons or companies having objects similar to those of the company, and while holders thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To enter into partnership, or into any agreement for sharing profits, with any person or company carrying or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on;

To promote, or assist in promoting, and to become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on, or having its objects the operation of any business similar to this company;

To sell or dispose of the property, undertakings and business of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for stock, bonds, debentures, or other securities in any other company, and to divide among the shareholders, by way of dividends, any cash, stocks, bonds or securities so received, and to distribute any of the property of the company, under the name of "The Weedon Chemical Company", with a capital stock of twelve thousand five hundred dollars (\$12,500.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at the village of Weedon Centre.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4327—30-2 Assistant-secrétaire provincial.

The Berman Dye Works, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1915, constituant en corporation MM. Isidore Popliger, Joseph W. Whelan et John McNaughton, avocats, Euclid Hauld, surintendant, Adolphe Berman, marchand, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement et dans toutes ses branches l'industrie de teinture et de nettoyage, en conformité avec la loi des compagnies de Québec, et toute autre industrie qui peut être exercée en rapport avec icelle, tel que le blanchissage, la coupe des vêtements, le négoce de marchandises sèches en gros et en détail, la fabrication, la vente et l'importation des habits;

Acquérir par achat, comme industrie active, et exploiter le commerce de teinturerie et de nettoyage actuellement en opération dans la cité de Montréal, sous le nom de "Berman Dye Works", y compris l'équipement, l'installation, le fonds de commerce, l'achalandage et généralement tout l'actif mobilier, et payer ces acquisitions en deniers comptant, en obligations ou en parts acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, louage ou autrement d'aucune personne, société ou corporation, comme industrie active ou autrement, et exploiter aucun commerce de teinturerie ou de nettoyage avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur mise en opération, l'équipement, l'installation, l'achalandage et toute autre partie de l'actif généralement, et payer les acquisitions argent comptant avec des débetures ou des actions libérées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et détenir par location ou autrement aucune autre industrie, aucune autre propriété mobilière ou immobilière qui pourront être jugées utiles ou nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer ces acquisitions et ces débetures argent comptant, en obligations ou en parts acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, aliéner, louer ou autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière et emprunter de l'argent sur garantie d'icelle;

Conduire, entretenir et exploiter sur aucun terrain dévolu à la compagnie ou acquis par elle, une installation pour le nettoyage, la teinturerie et le blanchissage et toutes les autres constructions qui seront jugées utiles ou nécessaires à la conduite de toutes et de chacune des entreprises énumérées aux présentes;

Acheter, acquérir et détenir, vendre, céder et transporter les actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou faisant aucun commerce susceptible d'être conduit au bénéfice de la compagnie;

Faire et exécuter toutes autres choses et tous autres actes qui pourront se rapporter ou être avantageux pour la mise à effet d'aucun des susdits objets, sous le nom de "The Berman Dye Works, limited", avec un capital-action de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cent (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est située dans la cité de Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4328—30-2 Deputy Provincial Secretary.

The Berman Dye Works, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of July, 1915, incorporating Messrs. Isidore Popliger, Joseph W. Whelan and John McNaughton, advocates, Euclid Hauld, supervisor, Adolphe Berman, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches, the business of dyers and cleaners in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, and any other business which may be carried on in connection therewith, such as the laundry, tailoring, wholesale and retail dry goods businesses, clothing manufacturers, dealers and importers;

To acquire by purchase as a going concern and to carry on the dyeing and cleaning business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Berman Dye Works", with its equipment, furnishings, stock in trade, goodwill and all its moveable assets generally and to pay for the same in cash, bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any dyeing or cleaning business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitations, and its equipment, furnishings, goodwill and all other assets generally and to pay for the same in cash, bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other business, any moveable or immoveable property which may be deemed advisable or necessary for the objects for which this company is incorporated, and to pay for acquisitions or holdings in cash, bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof;

To conduct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, cleaning, dyeing and laundry plants, and any other building or buildings which may be found advisable or necessary for the carrying on of any or all of the herein mentioned undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, bonds or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other things and acts which may be conducive or seem advantageous to the carrying into the effect of any of the above objects, under the name of "The Berman Dye Works, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4197—29-2 Sous-secrétaire de la province.

Dated from the office of the provincial secretary, this eighth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4198—29-2 Deputy Provincial Secretary.

The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1915, constituant en corporation MM. A. H. Vineberg, avocat, Aaron Millman, agent d'immeubles; Paul E. Bourret, agent financier, Max Getz, étudiant, et Sarah Chaskelson, sténographe, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de fabricants et marchands en gros de vêtements de toute nature et description; importer et exporter, acheter et vendre et faire le négoce de vêtements de toute nature et aussi celui de marchandises sèches, des soies, satins, garnitures, tissus de toute sorte, draps et cotonnades en général, aussi transiger les affaires des tailleurs et manufacturiers;

Exercer aucune autre industrie semblable, de fabrication ou autre, en rapport avec les objets susdits, que la compagnie jugera propre à être avantageusement exercée conjointement avec aucune des susdites industries;

Acquérir et assumer en totalité ou en partie la propriété et les obligations d'aucune personne ou corporation engagée dans aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à entreprendre ou en possession de biens convenant au bénéfice de la présente compagnie;

Acheter en général, prendre, donner à bail, échanger ou louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaire à son industrie et particulièrement tous les terrains, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer, avec le consentement des actionnaires, aucune personne ou corporation pour services par elle rendus, ou à être rendus, en plaçant ou aidant à placer, en garantissant la souscription d'aucun nombre de parts du capital de la compagnie ou les obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec l'organisation et la formation de la compagnie, ou la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, des chèques, des lettres de crédit, connaissements, traites, débetures et autres documents négociables et transportables;

Prendre tous les moyens pour faire connaître les produits de la compagnie, tel qu'on le jugera convenable, et spécialement en annonçant dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'arts, par la publication de livres et de journaux périodiques;

Vendre améliorer, gérer, développer, échanger, louer, céder, perfectionner ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de la propriété et des obligations de la compagnie, sous le nom de "The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated", avec un capital action de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1915, incorporating Messrs. A. H. Vineberg, advocate, Aaron Millman, real estate agent, Paul E. Bourret, financial agent, Max Getz, student, and Sarah Chaskelson, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To exercise the business and industry of wholesale manufacturers and merchants of clothing of all kinds and descriptions; to import and export, to buy, sell and do the business in clothing of all kinds and also of dry goods, silks, satins, tailor trimmings, tissues of all kinds, cloths and cottons in general, and transact the business of tailors and manufacturers;

To exercise any other similar industry, manufacturing or otherwise, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange rent, or otherwise acquire any moveable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered, in disposing of or helping to dispose or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company, or the obligations, or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company, or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To take such means on order to make the products of the company known as will be deemed advisable, and particularly through advertising in the papers, through circulars, through the purchase and exhibitions of works of art, through the publication of books and periodicals;

To sell, ameliorate, manage, develop, exchange, rent, cede, improve or otherwise dispose in whole or in part of the property and assets of the company, under the name of "The Montreal Cloak & Suit Manufacturing Company, Incorporated", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4199—29—2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Duhamel & Frères.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six juillet 1915, constituant en corporation M.M. Philippe Duhamel et Joseph Duhamel, industriels; J. Oscar Duhamel, comptable; Honorius Duhamel, artisan; Hector Duhamel, agent de commerce, de la cité de Sorel, dans les buts suivants:

L'exploitation de l'industrie et le commerce des cuirs et de la chaussure et des choses s'y rapportant; faire le commerce des peaux et des cuirs de toutes sortes, bruts et verts, secs et salés, minces ou épais, préparés ou en voie de l'être et de toutes substances et matières se rapportant aux cuirs ou à leur préparation et en dérivant; faire le tannage, le hongroyage et le corroyage des cuirs et des peaux de toutes sortes, les soumettre à tous procédés et opérations et en préparer, faire et produire par tous traitements quelconque toutes les sortes de cuirs utilisables et employés dans l'industrie et aux besoins domestiques et privés; disposer de tous dégras et déchets, les traiter par tous procédés quelconques et en produire et fabriquer, ainsi que de toutes matières et substance propres à cette fin, tous cuirs factices ou autres sous-produits quelconques, les acheter ou acquérir ou autrement échanger et vendre et en faire commerce; acheter et acquérir, vendre, échanger ou autrement donner et aliéner ou remettre toutes choses, substances, matières et composés, usités et destinés au traitement et à la préparation des cuirs et des peaux de toutes sortes, à leur tannage, hongroyage et corroyage et à leur composition, les employer soit au tannage ordinaire et à la préparation des cuirs, soit autrement et en faire commerce et disposer de leur résidu; acheter et acquérir ou autrement obtenir, vendre, remettre ou donner, tous brevets, lettres patentes, secrets, franchises et droits exclusifs relatifs à toutes méthodes, à tous modes et procédés pour le traitement et la préparation des cuirs et des peaux, la composition des cuirs factices et autres sous-produits, les appliquer, employer ou autrement s'en servir et en bénéficier; faire le commerce de chaussures de toutes sortes, en cuir, en caoutchouc, en feutre, en drap et en toile, finies ou en voie de confection, et de toutes les sortes de matières premières et de substances s'y rapportant et en dérivant; manufacturer, fabriquer et confectionner toutes les sortes de chaussures en cuir, en caoutchouc, en feutre, en drap et en toile et à cette fin traiter, préparer et ordonner toutes matières premières et substances, et faire et exécuter toutes les opérations de la cordonnerie; manufacturer, fabriquer et confectionner tous articles et objets en cuir, en caoutchouc, en feutre, en drap et en toile et se rapportant à la sellerie, à la cordonnerie et en dérivant, comme les valises, les harnais et les courroies, à la ganterie, comme les gants et les mitaines, à la carrosserie et au vêtement comme les cuirs-à-cœuvres, les toiles et habits imperméables et caoutchoutés; préparer et vendre tous cuirs, caoutchouc, feutre, draps et toiles et toutes substances et matières premières pour la confection des chaussures de toutes sortes et de tous autres articles et objets; acheter les dits cuirs, caoutchouc, feutres, draps et toiles et autres substances et matières premières ainsi préparés,

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4200—29—2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie Duhamel & Frères.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1915, incorporating Messrs. Philippe Duhamel, and Joseph Duhamel, manufacturers; J. Oscar Duhamel, accountant; Honorius Duhamel, workman; Hector Duhamel, commercial agent, of the city of Sorel, for the following purposes:

To manufacture and deal in leather and footwear and all things incidental thereto; to deal in raw hides and pelts, dried and salted skins, thin or thick leather, dressed leather or leather under preparation, and of any products or materials incidental thereto or divided therefrom; to tan, by common or hungarian process, and curry leather and hides of all kinds, treat the same by all processes and operations and dress the same, to make and manufacture by any treatment whatever all kinds of leather capable or being utilised and employed by the trade and for domestic and private requirements; to dispose of all scourings and waste, treat the same by any processes whatever, and to make and manufacture therewith as well as with any products suitable to that effect artificial leather or any other by-products whatever, purchase or acquire or otherwise exchange and sell and deal with the same; to purchase and acquire, sell, exchange or otherwise hand over and alienate or remit any things, products, materials and compounds used for and destined to the treatment and preparation of leather and hides of all kinds, the tanning, by common or hungarian process and currying and compounding thereof, utilized the same either for the ordinary tanning and preparation of leather or otherwise, and to deal with and dispose of all residue thereof; to purchase and acquire or otherwise obtain, sell, remit or give any patents, letters-patent, secrets, franchises and exclusive rights incidental to any methods, modes and processes for the treatment and preparation of leather and hides, the composition of artificial leather and other by-products, to apply, utilize or otherwise make use of same and benefit therefrom; to deal in leather rubber, felt, cloth and linen, footwear of every kind, whether finished or in the making and of all kind of raw material and products incidental thereto or derived therefrom; to manufacture, make and fabricate all kinds of leather, rubber, felt, cloth and linen footwear and for such purpose to treat, prepare and order all raw-materials and products, and to make and execute all operations incidental to shoemaking; to manufacture, make and fabricate all leather, rubber, felt, cloth and linen goods and articles incidental to saddlery and shoemaking and derived therefrom, such as trunks, harnesses and belting, to glove making, such as gloves and mitts; to carriage making and clothing such as curried leather, waterproofed and rubberized cloth and clothing; to prepare and sell any leather, rubber, felt, cloth and linen and any products and raw-materials for the making of footwear of all kinds and of any other articles and objects; to purchase the said leather, rubber, felt, cloth and linen and other products and raw-material so prepared, sell, exchange or otherwise convey and deal in the same; and for the above purposes to acquire, own or otherwise hold and occupy,

les vendre, échanger ou autrement transporter et en faire commerce. Et aux fins ci-dessus acquérir, posséder ou autrement prendre et occuper, construire, bâtir et exploiter, vendre ou autrement transférer tous biens meubles et immeubles, manufactures, tanneries, usines, magasins et entrepôts, matières, substances, articles et effets, machines, outils et instruments; acquérir, posséder, louer ou autrement obtenir, exploiter, vendre ou autrement céder tous brevets d'invention, droits de propriété, licences, marques de commerce, franchises, droits et privilèges et autres bénéfices; acquérir et posséder, vendre et transférer tous bons, débetures, garanties et actions de toutes compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie et céder tous contrats, entreprises, propriétés et immeubles ou autres biens de cette compagnie pour les obtenir; devenir actionnaires dans toute compagnie et permettre à toute compagnie d'être actionnaire de cette compagnie; souscrire et investir tout capital dans tous commerces et industries semblables à ceux de cette compagnie; s'amalgamer avec toutes compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et permettre à toutes telles compagnies de s'unir et s'amalgamer à cette compagnie; consentir tous droits et obligations affectant les biens de la compagnie; émettre, faire et tirer, accepter, endosser et exécuter tous billets, bons, débetures, lettres de change et autres papiers négociables, pour les fins et avantages de la compagnie, sous le nom de La Compagnie Duhamel et Frères, avec un fonds social quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans le cité de Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4263—29-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Hydraulique Stadacona.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze juillet 1915, augmentant le capital de La Compagnie Hydraulique Stadacona, de un million de piastres (\$1,000,000.00), à deux millions de piastres (\$2,000,000.00), divisant le nouveau capital en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4269—29-2 Sous-secrétaire de la province.

Laurentian Power Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze juillet 1915, changeant le nom de La Compagnie Hydraulique Stadacona, par celui de "Laurentian Power Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
4271—29-2 Sous-secrétaire de la province.

construct, build and operate, sell or otherwise transfer any moveable and immoveable property, manufactories, tanneries, shops, stores and warehouses, materials, products, articles and objects, machinery, tools and apparatuses; to acquire, hold, lease or otherwise obtain, exploit sell or otherwise convey any patents, rights of ownership, licenses, trade marks, franchises, rights and privileges and other benefits, to acquire, and hold, sell and convey any bonds, debentures, securities and shares of any company having objects similar to those of this company and to assign any contracts, undertakings, property and immoveable or other assets of this company for the acquiring of same; to become a shareholder in any company and to allow any company to become a shareholder in this company; to subscribe and invest any funds in any business or industry similar to those of this company; to amalgamate with any companies having objects similar to those of this company and to allow any such companies to unite and amalgamate with this company; to become a party to all rights and obligations affecting the company's property; to issue, make and draw, accept, endorse and execute all notes, bonds, debentures, bills of exchange and other negotiable instruments for the purposes and benefit of the company, under the name of "La Compagnie Duhamel et Frères", with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950), shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sorel.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4264—29-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie Hydraulique Stadacona.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1915, increasing the capital stock of the company "La Compagnie Hydraulique Stadacona" from one million dollars (\$1,000,000.00), to two million dollars (\$2,000,000.00), the new stock to be divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
4270—29-2 Deputy Provincial Secretary.

Laurentian Power Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1915, changing the name of the company "La Compagnie Hydraulique Stadacona", into that of Laurentian Power Company, Limited.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
4272—29-2 Deputy Provincial Secretary.

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Lumbermen's Fire Indemnity Contract, de Ottawa, Ont., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre le feu le et après le douzième jour de juillet, 1915.

Les nom et adresse du principal agent pour la province de Québec, sont: George H. White, de Saint-Faustin, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce douzième jour de juillet, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

4213—29-2

1634—15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommé par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le dix-huitième jour d'août prochain 1915, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au sixième jour d'août prochain, à M. J.-N. Miller, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,
Secrétaire.

Québec, 2 juillet 1915.

4039—28-3

ARRETE EN CONSEIL.

No 788.

Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 13 juillet 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 16 juillet 1915.

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE, DES CANTONS PARKE ET CHABOT A LA PAROISSE DU CANTON DE PONÉHAGAMOOK, AINSI QUE DU CANTON CHAPAI A LA PAROISSE DE NOTRE-DAME-DU MONT-CARMEL.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 13 juillet 1915, recommande que le canton Parke et le canton Chabot, situés dans le district électoral de Kamouraska, soient annexés pour les fins de la loi électorale à la municipalité de la paroisse du canton de Ponéhagamook, située dans le même district électoral; que le canton Chapais, situé dans le district électoral de Kamouraska, soit annexé pour les fins à la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, située dans le même district électoral.

(Certifié),

A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

4321

NOTICE.

Notice is hereby given that The Lumbermen's Fire Indemnity Contract, of Ottawa, Ont., has been registered to transact within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance on and after the twelfth day of July, 1915.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: George H. White, Saint Faustin, P. Q.

Given pursuant to Article 6950, S. R. Q., 1909, this twelfth day of July, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, P. Q.

4214—29-2

1634—15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice is hereby given that a meeting of the Examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction for the examination of candidates desiring to qualify as school inspectors shall be held at the Laval Normal School, at Quebec, on Wednesday, the eighteenth day of August next, 1915, at nine o'clock in the forenoon. Intending candidates shall send to J. N. Miller, secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction between this date and the sixth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the by-laws of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

J. N. MILLER,
Secretary.

Quebec, 2nd July, 1915.

4040—28-3

ORDERS IN COUNCIL.

No. 788.

Copy of a report of a Committee of the Executive Council bearing date the 13th July, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the 16th July, 1915.

RESPECTING THE ANNEXATION FOR THE PURPOSES OF THE ELECTION ACT OF THE TOWNSHIPS OF PARKE AND CHABOT TO THE PARISH OF THE TOWNSHIP OF PONEHAGAMOOK, AND OF THE TOWNSHIP OF CHAPAI TO THE PARISH OF NOTRE DAME-DU-MONT-CARMEL.

The Honourable the Prime Minister in a report bearing date the 13th July, 1915, recommends that the township of Parke and the township of Chabot situate in the electoral district of Kamouraska, be annexed for the purposes of the Election Act to the municipality of the parish of the township of Ponehagamook, situate in the same electoral district; that the township of Chapais, situate in the electoral district of Kamouraska, be annexed for the same purposes to the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, situate in the same electoral district.

(Certified),

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

4322

ARRETES EN CONSEIL.

No 818.

Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 14 juillet 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 16 juillet 1915.

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE, DE LA PARTIE NON ORGANISÉE DU CANTON DEMERS A LA PAROISSE DE SAINT-HUBERT, DU CANTON ESCOURT A LA PAROISSE DE SAINT-JOSEPH-DE-LA-RIVIERE-BLEUE, ET DE LA PARTIE NON ORGANISÉE DES CANTONS AUCLAIR ET ROBITAILLE A LA PAROISSE DE SAINT-MATHIAS-DE-CABANO.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 14 juillet 1915, recommande que la partie non organisée du canton Demers, située dans le district électoral de Témiscouata, soit annexée, pour les fins de la loi électorale de Québec, à la municipalité de la paroisse de Saint-Hubert, située dans le même district électoral; que le canton Escourt, situé dans le même district électoral, soit annexé pour les mêmes fins à la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, également située dans le même district électoral; que toute la partie non organisée des cantons Auclair et Robitaille, connue sous le nom de Squatecks, située aussi dans le district électoral de Témiscouata, soit annexée pour les mêmes fins à la municipalité de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, située dans le même district électoral.

(Certifié),

4323

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

AVIS

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Joseph Chèvrefils, cultivateur, de Saint-Chrysostôme, comté de Châteauguay, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Chrysostôme", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Saint-Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'agriculture.

Daté à Québec, le 14 juillet 1915. 4279

Avis est par le présent donné que "The Royal Exchange Assurance", de Londres, Angleterre, s'est fait enregistrer pour transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de trust, du 1er juillet 1915 au 30 juin 1916.

Les nom et adresse du représentant principal sont: Arthur Barry, édifice Royal Exchange, Montréal, Qué.

ORDERS IN COUNCIL.

No. 818.

Copy of a report of a Committee of the Executive Council bearing date the 14th July, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the 16th July, 1915.

RESPECTING THE ANNEXATION FOR THE PURPOSES OF THE ELECTION ACT, OF THE UNORGANIZED PORTION OF THE TOWNSHIP OF DEMERS TO THE PARISH OF SAINT HUBERT, OF THE TOWNSHIP OF ESCOURT TO THE PARISH OF SAINT JOSEPH DE LA RIVIERE BLEUE, AND OF THE UNORGANIZED PORTION OF THE TOWNSHIPS OF AUCLAIR AND ROBITAILLE TO THE PARISH OF SAINT MATHIAS DE CABANO.

The Honourable the Prime Minister in a report bearing date the 14th July, 1915, recommends that the unorganized portion of the township of Demers, situate in the electoral district of Témiscouata, be annexed for the purposes of the Quebec Election Act, to the municipality of the parish of Saint Hubert, situate in the same electoral district; that the township of Escourt, situate in the same electoral district, be annexed for the same purposes, to the municipality of the parish of Saint Joseph de la Rivière Bleue, also situate in the same electoral district; that the whole of the unorganized portion of the townships of Auclair Squatecks, situate also in the electoral district of Témiscouata, be annexed for the same purposes to the municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano, situate in the same electoral district

(Certified),

4324

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.COOPERATIVE AGRICULTURAL
ASSOCIATION.

NOTICE

Public notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Joseph Chèvrefils, farmer, of Saint Chrysostôme, county of Châteauguay, and others have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Chrysostôme", with its chief place of business in the municipality of the village of Saint Chrysostôme, in the county of Châteauguay.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, the 14th July, 1915. 4280

Notice is hereby given that the Royal Assurance, of London, England, has been registered to transact in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

The name and address of the chief agent is, Arthur Barry, Royal Exchange Building, Montreal, Que.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, ce quinzième jour de juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-trésorier provincial.
Département du Trésor, Québec. 4301

Avis est par le présent honné que "The British Empire Trust Company", de Londres, Angleterre, a été enregistrée pour transiger, en cette province, les affaires d'une compagnie de trust, du premier juillet 1915, au 30 juin 1916.

Les nom et adresse du représentant principal sont: Thomas S. Darling, 230 rue Saint-Jacques, Montréal, Québec.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, ce quinzième jour de juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-trésorier provincial.
Département du Trésor, Québec. 4303

Avis est par le présent donné que "The Imperial Trust Company, Limited", de Montréal, Qué., a été enregistrée pour transiger, dans cette Province, les affaires d'une compagnie de trust, à partir du 1er juillet 1915, jusqu'au 30 juin 1916.

Donné en conformité à la loi 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, ce quinzième jour de juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-trésorier provincial,
Département du Trésor, Québec, 4305

Avis est par le présent donné que la "National Trust Company, Limited", de Toronto, Ont., s'est fait enregistrer pour transiger, en cette province, les affaires d'une compagnie de trust, du 1er juillet 1915, au 30 juin 1916.

Les nom et adresse du représentant principal, sont: Percival Molson, 153 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, ce quinzième jour de juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-trésorier provincial.
Département du Trésor, Québec. 4307

Avis est par le présent donné que "The Crown Trust Company", de Montréal, Qué., s'est fait enregistrer pour transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommis, du 1er juillet 1915, au 30 juin 1916.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, Chap. 44, Art. 7096y, le 20 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier Provincial.
Département du Trésor, Québec. 4317

Avis est par le présent donné que "The Royal Trust Company" de Montréal, Québec, s'est fait enregistrer pour transiger dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommis, du 1er juillet 1915 au 30 juin 1916.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, Chap. 44, Art. 7096y, le 20 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier Provincial.
Département du Trésor, Québec. 4319

Given pursuant to the act 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, this 15th day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec, 4302

Notice is hereby given that The British Empire Trust Company, of London, England, has been registered to transact in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

The name and address of the chief agent, is Thomas S. Darling, 230 Saint James street, Montréal, Que.

Given pursuant to the act 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, this 15th day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4304

Notice is hereby given that The Imperial Trust Company, Limited, of Montreal, Que., has been registered to transact in this Province, the business of a trust company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

Given pursuant to the act 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, this fifteenth day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4306

Notice is hereby given that the National Trust Company, Limited, of Toronto, Ont., has been registered to transact in this Province the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

The name and address of the chief agent is, Percival Molson, 153 Saint James, street, Montreal, Que.

Given pursuant to the act 3 George V, chap. 44, art. 7096y, this 15th day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4308

Notice is hereby given that "The Crown Trust Company" of Montreal, Que., has been registered to transact in this province the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

Given to pursuant to the Act 3 Geo. V, Chap. 44, Art. 7096y, this 20th day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4318

Notice is hereby given that "The Royal Trust Company" of Montreal, Quebec, has been registered to transact in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

Given pursuant to the Act 3 Geo. V, Chap. 44, Art. 7096y, this 20th day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4320

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2011. Dame Leah Siffra Shapiro, épouse commune en biens de Maroc Maron, de Montréal, tailleur, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Maroc Maron, de Montréal, tailleur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur aux présentes, le septième jour de juillet 1915.

4275 TRIHEY, BERCOVITCH
KEARNEY & LAFONTAINE,
Procureurs de la demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 1945. Dame Aurore Tessier, épouse de Wilfrid Davidson, cultivateur, de Saint-Alban, a intenté le 30 de juin 1915 une action en séparation de biens contre son mari.

4277-30-5 DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,
Procureurs de la demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 984. Dame Polly Fink, Demanderesse; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 juin 1915.

4145-29-5 TRITT & TRITT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 juillet 1915.

Cour Supérieure. Province de Québec, District d'Iberville. Dame Marie Ménard, de la paroisse de Saint-Athanase, dit district d'Iberville, épouse commune en biens de Martin Quinn, cultivateur du même lieu, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

4211 P. A. CHASSE,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Jean, 18 juin 1915.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1756. Dame Yetta Bogislansky, épouse commune en biens de Abraham Baranov, des cité et district de Montréal, marchand, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure, en date du 11 juin 1915, Demanderesse, vs Abraham Baranov, des cité et district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 16 juin 1915.

3957-27-2 JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 29 juin 1915.

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 1845. Marie-Louise Gagné, modiste des cité et district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur et dûment autorisée à ester en justice par l'un des Juges de la Cour supérieure, demanderesse; vs Joseph Francoeur agent d'assurance des mêmes lieux, défendeur.

La demanderesse a intenté le 11 juin 1915, une action en séparation de biens contre le défendeur.

3929-27-5 CINQMARS & CINQMARS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 juin 1915.

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2011. Dame Leah Siffra Shapiro, wife common as to property of Maroc Maron, of Montreal, tailor, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Maroc Maron, of Montreal, tailor, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant herein on the seventh day of July, 1915.

4276 TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
Attorneys for plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 1947. Aurore Tessier wife of Wilfrid Davidson farmer, of Saint Alban has instituted an action in separation as to property on the 30th of June, 1915.

4278-30-5 DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,
Attorneys for plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 984. Dame Polly Fink, Plaintiff; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 26th June, 1915.

4146-29-5 TRITT & TRITT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 8th July, 1915.

Superior Court. Province of Quebec. District of Iberville. Dame Marie Ménard, of the parish of Saint Athanase, said district of Iberville, wife common as to property of Martin Quinn, of the same place, farmer, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against her said husband, before said court.

4212 P. A. CHASSE,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 18th June, 1915.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1756. Dame Yetta Bogislansky, wife common as to property of Abraham Baranov, of the city and district of Montreal, merchant, duly authorized to ester in justice by judgment of the Superior Court on 11th June, 1915, Plaintiff; vs Abraham Baranov, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on June 16th, 1915.

3958-27-2 JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 29th June, 1915.

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1845. Marie Louise Gagné, dressmaker, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the Defendant, and duly authorized to ester in justice, by one of the Judges of the Superior Court, Plaintiff; vs Joseph Francoeur, Insurance agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on the 11th June, 1915.

3930-27-5 CINQMARS & CINQMARS,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th June, 1915.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1760. Dame Donalda Rochon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Vallée, menuisier, du même lieu, duement autorisée à ester en justice a, ce jour, institué contre son dit mari, une action en séparation de corps et de biens d'avec lui.

DELORIMIER, GODIN & MORIER,
Avocats de Dame D. Rochon
Montréal, 12 juin 1915. 3815-26-5

Dans la Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 2003. Dame Léontine Bélanger, épouse commune en biens de Uldéric Côté, menuisier, tous deux de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Uldéric Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué en cette cause le troisième jour de juillet 1915.

GALIPEAULT, SAINT-LAURENT, ME-TAYER & LAFERTE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 6 juillet 1915. 4115-28-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1760. Dame Donalda Rochon, of the city and district of Montreal wife common as to property of Ernest Vallée joiner, of the same place, duly authorize à ester en justice, has, this day, instituted, against her said husband, an action for separation as to bed and board.

DELORIMIER, GODIN & MORIER,
Attorneys for Dame D. Rochon.
Montreal, 12th June, 1915. 3816-26-5

In the Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 2003. Dame Léontine Bélanger, wife common as to property of Ulric Côté, joiner, both of the city of Quebec, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Uldéric Côté, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the third day of July, 1915.

GALIPEAULT, SAINT LAURENT, ME-TAYER & LAFERTE,
Attorneys for the Plaintiff.
Quebec, 6th July, 1915. 4116-28-2

Avis de Faillites

In re Mary Ann Cummings, Montréal.

Avis est par le présent donné que j'ai été ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent n'être transmises dans les trente jours de cet avis.

ALEXANDER BURNETT,
Curateur.
Montréal, 14 juillet 1915. 4287

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de R. Jacobson, épiciier, des cités et district de Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire de ses biens.

J. W. MICHAUD,
Dép. gardien provisoire.
Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal.
Montréal, 14 juillet 1915. 4289

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Georges J. Bonenfant, des cité et district de Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens au bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire des biens du susdit failli.

J. W. MICHAUD,
Dép. gardien provisoire.
Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal.
Montréal, 14 juillet 1915. 4291

Bankrupt Notices

In re Mary Ann Cummings, Montreal.

Notice is hereby given to you that by order of the court I have to day been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

ALEXANDER BURNETT,
Curator.
Montreal, 14th July, 1915. 4288

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of R. Jacobson, grocer of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this day made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Dep. Provisional Guardian.
Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
55 Saint Frs.-Xavier street,
Montreal.
Montreal, 14th July, 1915. 4290

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of George J. Bonenfant, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this day made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Dep. Provisional Guardian.
Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
55 Saint Frs.-Xavier street,
Montreal.
Montreal, 14th July, 1915. 4292

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.

No 250.

Dans l'affaire de Orien. A. Reid du canton de
Potton, district de Bedford, commerçant,
Débiteur-insolvable;

et

Stewart Deneault & Cie, Ltée,

Demandeur-créancier.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur-insolvable a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 12^{ème} jour de juillet 1915, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Bedford, à Sweetsburg, Qué.

H. A. BROCK,
Gardien provisoire.

Glen Sutton, Qué., 16 juillet 1915. 4297

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de A. Silverman, Louisville, P.
Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que le quatorze juillet 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Tous ceux qui ont des réclamations contre le dit insolvable sont tenus de les produire, dûment assermentées, dans les 30 jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et Liquidateurs,
Chambre 24: 55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal, 15 juillet 1915. 4309

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Arthabaska.

Re T. Mahen & Fils, marchands d'Arthabaska,
Insolvables.

Avis est par les présentes donné que les dits insolubles ont, ce jour, fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

PAUL L. TURGEON,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Arthabaskaville, 16 juillet 1915. 4311

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re "Sovereign Lune Works, Montreal",
Insolvables.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure en date du dix-neuf juillet 1915, j'ai été nommé curateur aux biens des sus-nommés.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

P. L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal,
4313

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.

No. 250.

In the matter of Orien. A. Reid, of the township
of Potton, district of Bedford, trader,
Insolvent debtor;

and

Stewart Deneault & Co., Ltd,

Plaintiff creditor.

Notice is hereby given by these presents that the said insolvent-debtor made an abandonment of his property for the benefit of his creditors on the 12th day of July, 1915, at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Bedford, at Sweetsburg, Que.

H. A. BROCK,
Provisional Guardian.

Glen Sutton, Que., 16th July, 1915. 4298

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of A. Silverman, Louisville, P.
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 14th day of July, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
Room 24: 55 Saint François Xavier street.
Montreal, 19th July, 1915. 4310

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Arthabaska.

Re T. Mahen & Fils, merchants of Arthabaska,
Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents, have, this day, made a judicial assignment of all their property for the benefit of their creditors.

PAUL L. TURGEON,
Sub. Prov. Guardians.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint François Xavier street, Montreal.
Arthabaskaville, 16th July, 1915. 4312

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Sovereign Lune Works, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgement of the Superior Court, dated the nineteenth July, 1915, I have been appointed curator to the above-named insolvents.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

P. L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint François Xavier street, Montréal.
4314

30 JUL 1915

30 JUL 1915

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 444.
In re Hector Dontigny,
et
J. A. Trudel,
Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire et qu'il sera payable le premier
août prochain, (1915), si aucune contestation
ne vient en arrêter l'effet.

Failli, Curateur.

J. A. TRUDEL,
Curateur.
Trois-Rivières, 17 juillet 1915. 4349

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Montreal House Furnishing Company,
&
Alexandre Desmarteau,
Avis est par les présentes donné que par ordre
de cette Cour, j'ai été le 19ème jour de juillet
1915, nommé curateur aux biens du susdit.
Les réclamations assermentées devront être
produites à mon bureau dans les 30 jours de cette
date, afin d'être colloquées sur le bordereau de
dividende.

Failli, Curator.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, le 21 juillet, 1915. 4351

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
In re J. E. Dompierre, Montréal, Insolvable.
Un premier bordereau de dividende a été pré-
paré en cette affaire et sera sujet à objection jus-
qu'au 9 août 1915, date après laquelle ce divi-
dende sera payable à mon bureau.

Curateurs.

GAGNON & VINET,
Curateurs.
Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 juillet 1915. 4387

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Albert Parthenais, hôtelier, de
Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé dans cette affaire, et sera payable
le, ou après le 10 août 1915. Toute contestation
du dit dividende devra être déposée à mon bureau
avant cette date.

Failli, Curateur.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.
11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24 juillet 1915. 4379

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Jos. Boucher, entrepreneur de
Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé dans cette affaire, et sera payable
le, ou après le 10 août 1915. Toute contestation
du dit dividende devra être déposée à mon bureau
avant cette date.

Failli, Curateur.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.
11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24 juillet, 1915. 4381

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No 444.
In re Hector Dontigny,
and
J. A. Trudel,
Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in the above
matter which dividend will be payable on the
1st August next (1915) if not contested before the
above date.

Insolvent.

Curator.

J. A. TRUDEL,
Curator.
Three Rivers, 17th July, 1915. 4350

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Montreal House Furnishings Company,
&
Alexandre Desmarteau,
Notice is hereby given that by an order of this
Court, I was, on the 19th day of July, 1915,
appointed curator to the property of the above
insolvent.
All sworn claims must be filed at my office
within 30 days from this date so as to be colloca-
ted on the dividend sheet.

Insolvent,

Curator.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
No. 60 Notre-Dame Street East, Montreal.
Montreal, 21st July, 1915. 4352

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
In re: J. E. Dompierre, Montreal, Insolvent.
A first dividend sheet has been prepared in
this matter, and will be open to objection until
9th August 1915, and after which date this divi-
dend will be payable at my office.

Insolvent.

Curators.

GAGNON & VINET,
Curators.
Office: 44 and 46 Dalhousie Street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 21st July, 1915. 4388

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Albert Parthenais, hotelkeeper
of Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, which will be payable on
or after the 10th August, 1915.
Any contestation of said dividend must be
filed at my office before the above date.

Insolvent.

Curator.

ERNEST SAINT AMOUR,
Curator.
11 Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 24th July, 1915. 4380

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Jos. Boucher, contractor of
Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, which will be payable on or
after the 10th August, 1915. Any contestation
of said dividend must be filed at my office before
the above date.

Insolvent.

Curator.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curator.
11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24th July, 1915. 4382

Cour Supérieure.
 Province de Québec,
 Province de Montréal.
In re Emile Lefebvre, Failli,
 &
 Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier
 et dernier dividende sera ouvert à contestation
 en cette affaire, jusqu'au 12ème jour d'août
 1915, après laquelle date le dit dividende sera
 payable.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.
 No 60 rue Notre Dame Est, Montréal.
 Montréal, 21 juillet, 1915. 4353

Cour Supérieure.
 Province de Québec,
 District de Montréal.
In re Zéphirin Gravel, Failli,
 &
 Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier
 et dernier dividende sera ouvert à contestation
 en cette affaire, jusqu'au 11ème jour d'août
 1915, après laquelle date le dit dividende sera
 payable.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.
 No 60 rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 21 juillet 1915. 4355

Cour Supérieure.
 Province de Québec,
 District de Montréal.
In re Lacasse & Frère, Montréal, Faillis.
 Avis est par les présentes donné, que le vingt-
 unième jour de juillet 1915, j'ai été nommé
 curateurs aux biens dds dits faillis.
 Toutes personnes ayant des réclamations,
 sont requises de les produire entre mes mains
 dûment assermentées, sous trente jours de cette
 date.
 G. E. MARTIN,
 Curateur.

Edifice McGill,
 211 rue McGill, Montréal. 4383
 Montréal, 24 juillet 1915.

Cour Supérieure.
 Canada,
 Province of Quebec,
 District of Chicoutimi.
In re Paschal Angers, Jonquières, Insolvable.
 Un premier bordereau de dividende a été
 préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
 jusqu'au 10 août 1915, date après laquelle ce
 dividende sera payable à mon bureau.
 J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau 44 et 46 rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 21 juillet 1915. 4389

Cour Supérieure.
 Canada,
 Province de Québec,
 District de Bedford.
 No 247.
In re O. Bienvenu, marchand, de Granby, Qué.,
 Failli.
 Un premier et dernier bordereau de dividende
 a été préparé en cette affaire et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au 7 août 1915, date après laquelle ce
 dividende sera payable à mon bureau.
 J. L. DOZOIS,
 Curateur.
 Granby, Que., 20 juillet, 1915. 4405

Superior Court,
 Province of Quebec,
 District of Montreal.
In re Emile Lefebvre, Insolvent,
 &
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that a first and final
 dividend sheet has been prepared which will
 be open to objection until the 12th day of Au-
 gust, 1915, after which date said dividend will
 be payable.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.
 No. 60 Notre Dame Street East, Montreal.
 Montreal, 21st July, 1915. 4354

Superior Court.
 Province of Quebec,
 District of Montreal.
In re Zéphirin Gravel, Insolvent,
 &
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that a first and final
 dividend sheet has been prepared which will
 be open to objection until the 11th day of Au-
 gust, 1915, after which date said dividend will
 be payable.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.
 No. 60 Notre Dame Street East, Montreal.
 Montreal, 21st July, 1915. 4356

Superior Court.
 Province of Quebec,
 District of Montreal.
In re Lacasse & Frère, Montreal, Insolvents.
 Notice is hereby given that, on the twenty
 first day of July, 1915, I was appointed curator
 to the property of the aforesaid insolvents.
 All parties having claims are requested to file
 same, duly attested under oath, with me within
 thirty days from this date.
 G. E. MARTIN,
 Curator.

McGill Building,
 211 McGill Street, Montreal. 4384
 Montreal, 24th July, 1915.

Superior Court.
 Canada,
 Province of Quebec,
 District of Chicoutimi.
In re Paschal Angers, Jonquières, Insolvent.
 A first dividend sheet has been prepared in this
 matter, and will be open to objection until 10th
 August 1915, and after which date this dividend
 will be payable at my office.
 J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office, 44 and 46 Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
 Québec, 21st July, 1915. 4390

Superior Court.
 Canada,
 Province of Quebec,
 District of Bedford,
 No. 247.
In re O. Bienvenu, merchant, of the village of
 Granby, Insolvent.
 A first and final dividend sheet has been pre-
 pared in this matter and will be open to objection
 until 7th August, 1915, after which date this
 dividend will be payable at my office.
 J. L. DOZOIS,
 Curator.
 Granby, Que., 20th July, 1915. 4406

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

In re S. M. Larocque, créancier requérant,
et
Joseph Soutière, épicier de Saint-Jean, Failli.

Avis public est par le présent donné que le soussigné a été nommé curateur à la faillite par ordre de la cour, en date du seize juillet courant, et toutes réclamations doivent être produites à mon bureau, No 10 rue Saint-Jacques, en la ville de Saint-Jean, d'ici à 30 jours.

Daté à Saint-Jean, ce 21 juillet, mil neuf cent quinze.

4385 J. AIME LUSSIER,
Curateur.

District de Québec.

Dans l'affaire de "The Orleans Cement Manufacturing Co., Ltd., Saint-Jean I. O.,"
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 9 août prochain.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 10 août 1915.

BEDARD & BELANGER,
Liquidateurs conjoints.
Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 21 juillet 1915. 4391

AVIS DE CESSION

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 2319.

Re Dame Fannie Serchuk faisant affaire sous la raison sociale de L. Lazarovictz & Cie, marchand, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que la dite insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Québec, suivant la loi.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Gardiens Provisoires.
Bureaux, Edifice Dominion,
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 21 juillet 1915. 4393

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
No 925.

Re Alfred LeMarquand, marchand, Chandler, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 17 juillet 1915, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure à Percé, suivant la loi.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Gardiens provisoires.
Bureaux, "Edifice Dominion",
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 21 juillet 1915. 4395

Superior Court.—District of Iberville.

In re S. M. Larocque, Creditor.
and
Jos. Soutière, Grocer at Saint John, Que., Insolvent.

Public notice is hereby given that the undersigned, J. Aimé Lussier, has been appointed curator to the insolvent Jos. Soutière, on the 16th of July, 1915, and every claim, must be filed to him, No. 10 Saint James street, Saint Johns, Que., within thirty days from this date.

Dated at Saint Johns, Que., this 21st day of July, one thousand nine hundred and fifteen.

4386 J. AIME LUSSIER,
Curator.

District of Quebec.

In the matter of "The Orleans Cement Manufacturing Co., Ltd., Saint Jean, I. O.,"
In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 9th August, 1915.

This dividend will be payable at our office on or after the 10th August 1915.

BEDARD & BELANGER,
Joint liquidators.
Office: 101 Saint Peter Street.
Quebec, 21st July, 1915. 4392

NOTICE OF ASSIGNMENT

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 2319.

Re Mrs. Fannie Serchuk doing business under the firm name of L. Lazarovictz & Co., merchant, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for benefit of her creditors on the 17th July 1915, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, at Québec, according to law.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Provisional Guardians.
Offices Dominion Building,
126 Saint Peter Street.
Quebec, 21st July, 1915. 4394

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé,
No. 925.

Re Alfred LeMarquand, merchant, Chandler, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, on the 17th July, 1915 at the office of the Prothonotary of the Superior Court at Percé according to law.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Provisional Guardians.
Offices, "Dominion Building",
126 Saint Peter Street.
Quebec, 21st July, 1915. 4396

Avis

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.
ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie des Tramways de Montréal, aura lieu aux bureaux de la compagnie Street Railway Chambers, 78 rue Craig ouest, à midi, jeudi, le 3 août 1915.

Les livres de transport seront fermés du 14 juillet au 2 août, ces deux journées inclusivement.

Par ordre du Bureau de direction.

PATRICK DUBE,
Secrétaire-trésorier.
3959—27-4

29 juin 1915.

En Liquidation

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1896. Julius Gordon, Demandeur; vs Charles Wiman, Défendeur.

A tous ceux que les présentes pourront concerner, prenez avis que Morris Shulman et Morris Rosen, tous deux commis, des cité et district de Montréal, ont été nommés, par un jugement de l'Hon. juge Guérin, en date du 17 juillet 1915, liquidateurs conjoints de la société existant entre les dites parties. Et agissez en conséquence.

M. ROSEN & M. SHULMAN,
Liquidateurs conjoints.

M. M. Sperber,
Procureur des liquidateurs conjoints.
Montréal, 17 juillet 1915. 4345

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 174. J. Firmin Bissonnette, Requéant; vs Les héritiers de feu S. M. Kubelick, Intimés.

A tous ceux que les présentes peuvent concerner, prenez avis que le soussigné, L. A. Bédard, député-protonotaire de la Cour supérieure a été nommé, par jugement de l'Hon. juge Guérin, en date du 17 juillet 1915, liquidateur de la société dissoute qui existait auparavant entre le dit requérant et feu S. M. Kubelick. Et agissez en conséquence.

L. A. BEDARD,
Liquidateur.

M. M. Sperber,
Procureur du requérant.
Montréal, 20 juillet 1915. 4347

Licitation

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Québec.
No 889.

LICITATION

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, le vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent quinze, dans une cause dans laquelle Pierre Fiset, culti-

Notice

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.
ANNUAL GENERAL MEETING.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Shareholders of the Montreal Tramways Company; will be held at the Company's offices, Street Railway Chambers, 78 Craig Street West, at twelve o'clock noon, on Tuesday the 3rd day of August, 1915.

The transfer books will be closed from the 14th day of July to the 2nd day of August, both days inclusive.

By order of the Board.

PATRICK DUBE
Secretary Treasurer.
3960—27-4

June 29th 1915.

In Liquidation

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1896. Julius Gordon, Plaintiff; vs Charles Wiman, Defendant.

To whomsoever it may concern take notice that Morris Shulman and Morris Rosen both clerks of the district and city of Montreal have by judgment rendered on the 17th day of July, 1915, by the Hon. Mr. justice Guerin been appointed joint liquidators for the partnership existing between the said parties and govern yourself accordingly.

M. ROSEN & M. SHULMAN,
Joint liquidators.

M. M. Sperber,
Attorney for joint liquidators.
Montreal, 17th July, 1915. 4346

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 174. J. Firmin Bissonnette, Petitioner; vs Heirs of the late S. M. Kubelick, Respondents.

To whomsoever it may concern, take notice that the undersigned, L. A. Bedard, deputy protonotary of the Superior Court has, by judgment rendered on the 17th day of July, 1915, by the Hon. Mr. justice Guerin, been appointed liquidator to the dissolved partnership heretofore existing between the said petitioner and the late S. M. Kubelick and govern yourself accordingly.

L. A. BEDARD,
Liquidator.

M. M. Sperber,
Attorney for petitioner.
Montreal, 20th July, 1915. 4348

Licitation

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 889.

LICITATION

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the twenty fifth day of June, one thousand nine hundred and fifteen, in a cause wherein Pierre

vateur, de l'Ancienne-Lorette, est demandeur; et Paul Fiset, agent, et Dame Eugénie Bourbeau, épouse du dit Paul Fiset, tous deux de Québec, en leur qualité de tuteurs conjoints aux enfants mineurs de feu Léon *alias* Napoléon Fiset et de Dame Eugénie Bourbeau, ci-devant de l'Ancienne-Lorette, savoir: Marie-Paule, âgée de quatorze ans, Fernande, âgée de neuf ans et Yvette, âgée de sept ans, et le dit Paul Fiset pour assister et autoriser sa dite épouse, sont défendeurs; et Alfred Fiset et Norbert L'Heureux, tous deux cultivateurs, de l'Ancienne-Lorette, sont mis en cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

(a) Les lots Nos 659 et 660 du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, dans le comté de Québec, étant une terre située en la troisième concession de la seigneurie Demaure, mesurant environ deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, avec maison, grange, étable et autres bâtisses dessus érigées, et dépendances.

(b) La moitié en superficie à prendre du côté ouest du lot No 699 du dit cadastre de l'Ancienne-Lorette, avec de plus le droit de passage de voiture de douze pieds de largeur sur l'extrémité nord de la moitié est du lot No 699, le long de la ligne de division, à partir du chemin du trait-carré en faveur de cette partie ouest du dit lot, et aussi un autre droit de passage de voiture de douze pieds de large sur l'extrémité nord des lots Nos 662 et 663 du dit cadastre de l'Ancienne-Lorette, tel que mentionné.

(c) Une terre en bois debout située en la paroisse de Sainte-Catherine, de la contenance d'environ un demi arpent de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, maintenant connu et désigné sous le lot No 21 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse Sainte-Catherine, comté de Portneuf.

(d) Le lot No 181 du dit cadastre de l'Ancienne-Lorette, étant un lopin de terre contenant environ cinquante pieds de large sur deux arpents de profondeur—avec bâtisses.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de la cité de Québec, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

JEAN GOSSELIN,
Proc. du Demandeur.

Québec, 12 Juillet 1915.

4315—30-2

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Rimouski.
No 5205.

Philippe Larouche, Demandeur; vs Les Héritiers d'André Turcotte, Défendeur; et Blais et al, Tiers-saisis; et Talbot Limitée, Opposants.

Fiset, farmer of l'Ancienne-Lorette, is plaintiff; and Paul Fiset, agent, and Dame Eugénie Bourbeau, wife of the said Paul Fiset, both of Quebec, in their capacity of joint tutors to the minor children of the late Léon *alias* Napoléon Fiset, and Dame Eugénie Bourbeau, heretofore of l'Ancienne-Lorette, to wit: Marie-Paule, fourteen years old, Fernande, nine years old and Yvette, seven years old, and the said Paul Fiset, to assist and authorize his said wife, are Defendants; and Alfred Fiset and Norbert L'Heureux both farmers of l'Ancienne-Lorette, are *mis-en-cause* ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

(a) The lots Nos. 659 and 660 of the official cadastre of the parish of l'Ancienne-Lorette, in the county of Quebec, being a farm situate in the third concession of the Demaure Seignior, measuring about two arpents in front by thirty arpents in depth—with a house, barn, and stable, and other buildings thereon erected and dependencies.

(b) The half of the superficial area of the lot No. 699 of said cadastre of l'Ancienne-Lorette, to be taken on the west side thereof, together with a vehicle right of way of twelve feet in width on the north extremity of the east half of lot No. 699, along the division from the *trait-carré* road, in favor of said west part of said lot, and also another vehicle right of way of twelve feet in width on the north extremity of lots Nos. 662 and 663 of said cadastre of l'Ancienne-Lorette, as mentioned.

(c) A land in standing timber situate in the parish of Sainte Catherine, containing one half arpent in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, now known and designated as lot No. 21 of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf.

(d) The lot No. 181 of said cadastre of l'Ancienne-Lorette, being a parcel of land, containing about fifty feet in width by two arpents in depth—with buildings thereon.

The immoveables herein above designated will be put up to auction and adjuged to the highest and last bidder, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, sitting the Court, in the Court room of the Court House of the city of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said Court; and any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudicating, and any opposition for payment must be filed within the six days next following the adjudication, and failing the parties to file said oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from the right of so doing.

JEAN GOSSELIN,
Attorney for plaintiff.

Quebec, 12th July, 1915.

4316—30-2

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Rimouski.
No. 5205.

Philippe Larouche, Plaintiff; vs The Heirs of André Turcotte, Defendant; and Blais et al., Garnishees; and Talbot Limitée, Opposants.

Rimouski, le dix-septième jour du mois de juillet 1915, sur l'ordre du protonotaire, en l'absence du juge, donné ce jour, vu l'allégation d'insolvabilité de "Les Héritiers de feu André Turcotte, en son vivant de la paroisse de Saint-Valérien", défendeurs; les créanciers des dits défendeurs qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Rimouski, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

ARTHUR CHAMBERLAND,
P. C. S.

Gagnon, Sasseville & Gagnon,
Procureurs du demandeur. 4295-30-2

Vente de Faillite

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Cour Supérieure.
No 999.

Province de Québec,
District de Québec.

In re Gagnon, Garant, Ltée., épiciers en gros,
Québec, En liquidation.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le 28 JUILLET 1915, à 11 heures a. m., sera vendu à mon bureau, 44 et 46 rue Dalhousie, Québec, les immeubles ci-après décrits, savoir:

Un lot de terrain situé en la paroisse de Saint-Roch de Québec, formant le coin nord-est, des rues Grant et Saint-Valier, contenant soixante-sept pieds et neuf pouces de front rue Saint-Valier sur soixante-huit pieds et huit pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et portant le numéro mil huit cent soixante-onze (1871) du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la dite cité de Québec,—avec une maison en pierre et une maison en brique, dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$48.00 payable aux héritiers d'Edouard Joseph DeBlois.

Un autre lot de terrain contigu au précédent, du côté est et compris entre la rue Saint-Valier, au sud et la rue Baronne au nord, mesurant environ quarante-deux pieds et six pouces de front, sur la rue Baronne, à peu près cent trente-trois pieds de profondeur, et six mille deux cents six pieds en superficie, le tout plus ou moins, et portant aujourd'hui les numéros mil huit cent cinquante sept A (1857 A) et mil huit cent cinquante-sept B (1857 B) du cadastre officiel du quartier de Jacques-Cartier, de la dite cité de Québec. Sujet à une rente annuelle de \$6.00 payable à Mlle Hélène Roy; une rente annuelle de \$3.92 à Mlle Marie Roy; une autre de \$16.80 à M. Thomas Etienne Roy, aussi une rente de \$3.00 payable à Alfred Roy ou représentants.

Un lot de terre ou emplacement faisant le coin sud-est des rues Grant et Baronne, et portant le numéro dix-huit cent cinquante-six (1856) du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la dite cité de Québec—avec hangar dessus construit et dépendances.

Les dits lots étant tous contigus et reliés ensemble, devront être vendus ensemble, comme ne formant qu'une seule et même propriété.

Conditions de paiement: argent comptant.

J. P. E. GAGNON,
Liquidateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 juin 1915.

3991-27-4

Rimouski, the seventeenth day of July, 1915, upon the order of the prothonotary, in the judge's absence, given this day, seeing the allegation of the insolvency of the Heirs of the late André Turcotte, in his lifetime of the parish of Saint Valérien, defendants, the creditors of the said defendants who have not yet filed their claims are hereby called upon to file same in this case, at the office of the prothonotary of the superior court, for this district at Rimouski, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 694 of the Code of Civil Procedure.

ARTHUR CHAMBERLAND,
P. S. C.

Gagnon, Sasseville & Gagnon,
Attorneys for the plaintiff. 4296-30-2

Insolvent Sale

UNDER THE WINDING-UP ACT
Superior Court.
No. 999.

Province of Quebec,
District of Quebec.

In re Gagnon, Garant Ltée, wholesale grocers,
Quebec, In liquidation.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, 28th JULY, 1915, at 11 o'clock a. m.: will be sold at my office, 44 and 46 Dalhousie street, Quebec, the immoveable properties described below, as follows:

A lot of land situated in the parish of Saint Roch of Quebec, being north east corner of Grant and Saint Valier streets, containing sixty seven feet and nine inches fronting Saint Valier street by sixty eight feet and eight inches in depth, more or less, english measure, and being number one thousand eight hundred and seventy one (1871) upon the official plan and book of references in Jacques-Cartier ward, in the said city of Quebec,—with a stone house and a brick house, thereon erected, and other buildings and dependencies. Subject to an annual rent of \$48.00 payable to the heirs of Edouard Joseph DeBlois.

Another lot of land contiguous to the preceding one on the east side, contained between Saint Valier street to the south and Baronne street to the north, measuring about forty two feet and six inches in front on Baronne street, about one hundred and thirty three feet in depth, and six thousand two hundred six feet in surface, the whole more or less, and bearing to-day the numbers one thousand eight hundred and fifty seven A (1857 A) and one thousand eight hundred and fifty seven B (1857 B) of the official plan and book of reference of Jacques Cartier ward of the said city of Quebec. Subject to an annual rent of \$6.00 payable to Miss Helen Roy; an annual rent of \$3.92 to Miss Marie Roy; another one of \$16.80 to Mr. Thomas Etienne Roy, also one of \$3.00 payable to Alfred Roy or representatives.

One lot of land or emplacement being south east corner of Grant and Baronne streets, and bearing the number eighteen hundred and fifty six of the official plan and book of reference of Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec—with shed thereon erected, and dependencies.

Thes said lots being all contiguous and bound together must be sold as one single property.

Terms of payment: cash.

J. P. E. GAGNON,
Liquidator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Building.
Québec, 30th June, 1915.

3992-27-4

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LA CORPORATION
No 95. } DE LA PAROISSE
DE SAINT-LUCIEN, Demanderesse; contre
DAME VEUVE NAPOLEON GENDREAU,
Défenderesse.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Lucien, dans le comté de Drummond, et maintenant connue et désignée au cadastre officiel pour le neuvième rang du canton de Kingsey, sous le No 25a—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain 1915, à MIDI.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 21 juillet 1915. 4399—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915.]

MANDAT DES CURATEURS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } BEAUDET & MA-
No 233. } HEU, Insolva-
bles; et LEFAIVRE & GAGNON, curateurs.

Un emplacement situé dans la ville d'Arthabaska, sur la rue de l'Eglise, désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, sous le No 130—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville d'Arthabaska, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Arthabaska, 21 juillet, 1915. 4401—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } OMER PLOURDE,
No 106-115. } demandeur; contre
ONESIME HAMEL, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un lopin de terre situé à Bulstrode Station, dans la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, au coin nord et ouest du lot No 22 du sixième rang du canton de Bulstrode, joignant la route d'Hodges à l'ouest et le chemin de front et allant en s'élargissant vers l'est aboutir à une profondeur de 114 pieds, où il a 144 pieds de largeur, le tout mesure anglaise; tenant en front au chemin de front du rang, et aboutissant en profondeur à un emplacement appartenant autrefois à Cléophas Nault, joignant du côté est à un chemin privé appartenant à ce dernier, et de l'autre côté à la route d'Hodges—avec une maison et autres dépendances dessus construites; lequel lopin de terre fait partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Bulstrode, sous le No 325;

2. La moitié est de la moitié ouest du lot No 323 du cadastre officiel du canton de Bulstrode, contenant environ deux arpents et quart de largeur sur la profondeur du lot, à distraire la partie

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE CORPORATION
No. 95. } OF THE PARISH
OF SAINT LUCIEN, Plaintiff; against DAME
WIDOW NAPOLEON GENDREAU, Defen-
dant.

A farm situate in the parish of Saint Lucien, in the county of Drummond, and now known and designated to the official plan and book of reference for the ninth range of the township of Kingsey, under No. 25a — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Lucien, on the THIRTY FIRST day of AUGUST next, 1915, at TWELVE o'clock, NOON.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 21st July, 1915. 4340—30-3
[First published, 24th July, 1915.]

WARRANT OF THE CURATORS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } BEAUDET & MA-
No. 233. } HEU, Insolvents;
and LEFAIVRE & GAGNON, curators.

An emplacement situated in the town of Arthabaska, on Church street, designated on the official plan and book of reference for the village of Arthabaskaville under No 130—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the town of Arthabaska, the FIRST day of SEPTEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's Office. Sheriff.
Arthabaska, 21st July, 1915. 4402—30-2
[First published, 24th July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit } OMER PLOURDE,
No. 106-115. } Plaintiff; against
ONESIME HAMEL, Defendant.

As belonging to the defendant.

1. A piece of land situated at Bulstrode Station, in the parish of Sainte Anne du Sault, to be taken at the northerly and westerly corners of lot No. 22, in the sixth range of the township of Bulstrode, adjoining the Hodges road at the west and the front road and going towards the east till a depth of 114 feet, where the piece of land has a width of 144 feet, english measurement; bounded in front by the front road of the said range, in depth by an emplacement belonging to Cléophas Nault, or representatives; to the easterly side by a private road belonging to said Cléophas Nault, and on the other by the d'Hodges by-road—with a house and other buildings thereon erected; which piece of land is now known and designated to the official plan and book of reference of the said township of Bulstrode, as part of lot No. 325;

2. The easterly half of the westerly half of lot No. 323 of the aforesaid plan and book of reference, less the part occupied by the Grand Trunk Railway and with reserve also to the rights

occupée par la Cie du Grand Tronc et les droits acquis par "The Shawinigan Water & Power Co."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne-du-Sault, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 19 juillet 1915. 4403—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915.]

MANDAT DES CURATEURS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska à savoir: } J. S. GREGOIRE, in-
No 177. } J. solvable; et LE-
FAIVRE & GAGNON, curateurs.

Comme appartenant à l'insolvable:

Un emplacement situé dans le sixième rang du canton de Kingsey, connu et désigné sous le numéro douze L (12 L) du cadastre officiel du dit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à MIDI.

J. E. GIROUARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 juin 1915. 3941—27-2
[Première publication, 3 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, comté de Mégantic, siégeant à Thetford Mines.—District d'Arthabaska.
No 951 } N APOLÉON PHANEUF,
Demandeur; contre DAME
DEMERISE CAMPAGNA, ès-qualité.

Comme appartenant à la défenderesse, ès-qualité:

Un emplacement situé sur la rue Saint-Antoine, dans la cité de Thetford Mines, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-deux (252), des plan et livre de renvoi officiels du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines, contenant cinquante pieds de front par cinquante pieds de profondeur; borné en front, vers le nord-ouest, par la dite rue Saint-Antoine, en arrière, vers le sud-est, par Théodule Labbé, d'un côté, vers le sud-ouest, par M. Turcotte et de l'autre côté, vers le nord-est, par Dame John Houston—avec les bâtisses dessus construites, la dite vente à être faite sujette en faveur de qui de droit, à toutes mines et droits de mines et à la charge de payer à "Asbestos Corporation Company of Canada" ou représentants, une rente foncière et annuelle de trois piastres.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, LUNDI, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 juin 1915. 4013
[Première publication, 3 juillet 1915.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

acquired by the "Shawinigan Water & Power Co", according to their titles.

To be sold at the parochial church door, of Sainte Anne du Sault, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 19th July, 1915. 4404—30-2
[First published, 24th July, 1915.]

WARRANT OF THE CURATORS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska to wit: } J. S. GREGOIRE, In-
No. 177. } J. solvent; and LE-
FAIVRE & GAGNON, Curators.

As belonging to the insolvent:

A piece of land situated in the sixth range of the township of Kingsey, known and designated under number twelve L (12 L) of the official plan and book of reference of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Felix de Kingsey, on the FIFTH day of AUGUST next, 1915, at TWELVE o'clock, noon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 28th June, 1915. 3942—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, county of Mégantic, sitting at Thetford Mines.—District of Arthabaska.
No. 951. } N APOLÉON PHANEUF,
Plaintiff; against DAME
DEMERISE CAMPAGNA, Defendant, ès-qualité.

As belonging to the defendant ès-qualité.

A piece of land situate on Saint Antoine street, in the city of Thetford Mines, known and designated as being part of lot number two hundred and fifty two (252), of the official plan and book of reference of the village of Kingsville, now the city of Thetford Mines, containing fifty feet in front by fifty feet in depth; bounded in front, towards the north westerly side, by the said Saint Antoine street, in rear, towards the south easterly side, by Théodule Labbé, on one side, towards the south west by Mr. Turcotte and on the other side, towards the north east, by Mrs. John Houston—with the buildings thereon erected, said sale to be made subject in favor of the owner, to all mines and rights of mines, and also at the charge to pay to The Asbestos Corporation Company of Canada, or representatives, a yearly ground rent of three dollars.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford Mines, MONDAY, the NINTH day of AUGUST next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 30th June, 1915. 4014
[First published, 3rd July, 1915.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
Valleyfield, à savoir: } **F**REDERICK, S.
No 2615. } **P**ROPER, ES-

QUALITÉ, Demandeur; vs DAME MARIE TETREAUULT ET VIR, Défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

1. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels faits pour le canton de Franklin comme étant le lot numéro dix-huit-A (18-A) du troisième rang de Russeltown, dans le dit canton de Franklin, le lot numéro trois-E (3-E) et le lot numéro quatre-C (4-C) du quatrième rang de Russeltown, dit canton de Franklin—avec toutes les bâtisses dessus construites.

2. Le lot connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton Havelock comme étant le lot numéro cent trente-sept-D (137-D) dans le troisième rang du dit canton Havelock—avec bâtisses dessus construites.

L'usage de la source près de la vieille fabrique de potasse en autant qu'il en passera dans un tube d'un demi pouce de diamètre intérieure, sauf et non compris la troisième partie du dit ruisseau près de la vieille fabrique de potasse jusqu'à la ligne séparant les troisième et quatrième rangs de Russeltown susdit pour les fins de la pose du dit tuyau ou tube, et aussi le privilège d'ouvrir le dit fossé pour réparer le dit tube en tout temps de l'année, sauf du premier jour de mai au dernier d'octobre de chaque année, en payant tous dommages causés par le bouleversement du sol, c'est-à-dire entre le premier jour de mai et le dernier d'octobre, l'acheteur devant enlever toutes les pierres qui peuvent se trouver à la surface jusqu'aux limites des champs, refaire les clôtures brisées par la réparation du dit fossé.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, au village de Huntingdon, situé dans le district de Beauharnois, VENDREDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif. Shérif.
Valleyfield, 20 juillet 1915. 4329—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Valleyfield, to wit: } **F**REDERICK S.
No. 2615. } **P**ROPER, ES-

QUALITÉ, Plaintiff; vs DAME MARIE TETREAUULT ET VIR, Defendant.

As belonging to said defendant:

1. The lot of land known and designated on the official plan and book of reference made for the township of Franklin as lot number eighteen-A (18-A) of the third range of Russeltown, in the said township of Franklin, lot number three-E (3-E) and lot number four-C (4-C) of the fourth range of Russeltown, in the said township of Franklin—with all the buildings thereon erected.

2. The lot known on the official plan and book of reference of the township of Havelock as lot number one hundred and thirty seven-D (137-D) of the third range of the said township of Havelock—with the buildings thereon erected.

The use of the spring near the old potash works or as much as will pass through a tube with hollow of not more than one half inch, save and except the third part of said spring near the old potash works to the line between the third and fourth ranges of Russeltown aforesaid for the purpose of laying the said pipe or tube, and also the privilege of opening the said ditch for the purpose of repairing the said tube at any time of the year, except from the first day of May to the last of October in each year by paying all damages occasioned by removing the soil, that is between the first day of May and the last of October, the purchaser to remove all the stones that he may have on the surface to the sides of the fields, to repair all fences disturbed by repairing said ditch.

To be sold at the Registry office of the county of Huntingdon, situate in the village of Huntingdon, in the district of Beauharnois, on FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's office. Sheriff.
Valleyfield, 20th July, 1915. 4330—30-2
[First published, 24th July, 1915].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: } **E**BLANC & FRERE,
No 4024. } **M**archands, de Jon-
quière; vs LOUISE LALANCETTE ET AL., de
Jonquière.

La juste moitié indivise de l'emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro 49 de la subdivision du lot 21-A-49 du quatrième rang, du dit canton—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de Jonquière, le TROISIEME jour d'AOUT, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM SAVARD,

Bureau du Shérif. Shérif.
Chicoutimi, 28 juin 1915. 3963—27-2
[Première publication, 3 juillet 1915].

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: } **E**BLANC & FRERE,
No. 4024. } **M**erchants, of Jon-
quière; vs LOUISE LALANCETTE ET AL., of
Jonquière.

The exact individual half of the emplacement known and designated upon the official cadastre of the township of Jonquiere, under the number 49 of the subdivision of the lot 21-A-49 of the fourth range of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Jonquiere, on the THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office. Sheriff.
Chicoutimi, 28th June, 1915. 3964—27-2
[First published, 3rd July, 1915].

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette

Joliette, à savoir: } A DELARD BRISSON, res-
No 7778. } A taurateur de la ville de
Joliette, Demandeur; contre CHARLES A.
DESMARAIS, du même lieu, Défendeur.

1. La moitié indivise du lot connu et désigné sous le No 452 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette.

2. La moitié indivise d'un terrain faisant partie du lot No 451, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette. Ce terrain contient cent trois pieds de largeur sur cinquante-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins et est borné comme suit: en front par la rue Saint-Antoine, en profondeur par le surplus du dit lot No 451, à Mathias Martineau, d'un côté à la rue Saint-Pierre et de l'autre au dit lot No 452—avec bâtisses.

Pour être vendue au bureau du shérif, en la ville de Joliette, MERCREDI, le QUATRIEME jour d'AOUT, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 29 juin 1915. 4011—27-2
[Première publication, 3 Juillet, 1915.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Kamouraska. } JOSEPH HENRY,
No 5620. } Demandeur; vs
DME ELIZABETH SEATON ET AL., Défendeurs.

Un emplacement consistant en un emplacement situé sur l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville, en la cité de Fraserville, et portant le No 340, du cadastre de la dite cité—avec maison et hangar dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Fraserville, comté de Témiscouata, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. O. GIRARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 21 juillet 1915. 4169—30-2
[La première publication du 17 juillet est nulle.]
[Première publication, 24 Juillet 1915.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } A DELARD BRISSON, res-
No. 7778. } A taurant-keeper, of the
town of Joliette, Plaintiff; against CHARLES-A.
DESMARAIS, of the same place, Defendant.

1. The undivided half of the lot known and designated under the No. 452, of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette.

2. The undivided half of a parcel of land forming part of the lot No. 541, of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, said undivided half containing one hundred and three feet in width by fifty two feet in depth, the whole more or less and is bounded as follows: in front by Saint Antoine street, in rear by the residue of said lot No. 451, belonging to Mathias Martineau, on one side by Saint Pierre street, and on the other side by said lot No. 452,—with buildings.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on WEDNESDAY, the FOURTH day of AUGUST, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Shérif.
Joliette, 29th June, 1915. 4012—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Kamouraska. } JOSEPH HENRY,
No. 5620. } Plaintiff; vs DME
ELIZABETH SEATON ET AL., Defendants.

An emplacement consisting of a parcel of land situate on Hôtel-de-Ville Avenue, in the city of Fraserville, and bearing the No. 340, of the cadastre of the said city—with a house and shed thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Fraserville, county of Témiscouata, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office, Shérif.
Fraserville, 21st July, 1915. 4170—30-2
[First publication of the 17th July is null.]
[First published, 24th July, 1915.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **FERDINAND LE-**
 No 143. } **MIEUX, d e**
 Saint-David, comté de Lévis, Demandeur;
 contre **PIERRE DUSSAULT**, de Tourville,
 comté de l'Islet, Défendeur.

1. Le quart indivis du lot No quarante, désigné au cadastre officiel du rang A, canton de Fournier, dans le comté de l'Islet, — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distreire du susdit No 40, tout le territoire appartenant au chemin de fer Transcontinental;

2. Le quart indivis, sur un certain terrain de forme triangulaire faisant partie du lot No trente neuf, susdit rang A, canton Fournier; borné au nord au chemin de fer transcontinental, au sud au lot ci-dessus désigné et au sud-ouest au No 1 du 9ième rang.

3. Le quart indivis de la coupe de tout le bois sur les lots Nos vingt-neuf-C et trente et un (29c et 31) du susdit rang A, canton Fournier, pour l'espace de dix ans à compter du 10 novembre 1911.

4. Le quart indivis de la première coupe et tonsure de toutes épinettes et sapins, sur le lot No vingt-neuf B, du susdit rang A, canton Fournier, pour l'espace de 9 ans, à partir du 20 juin 1912.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damase, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, 1915, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
 Montmagny, 21 juillet 1915. 4331—30-2
 [Première publication, 24 juillet 1915.]

GEO. ROY,
 Shérif.

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE MONTREAL**
 No 2703. } **TRUST COM-**
PANY, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de **DAME MARIE-LOUISE BEAUPRE** maintenant des cité et district de Montréal, venve de feu Joseph Adé-lard Simard, en son vivant de la ville de Waterloo, avocat, Défenderesse.

Un emplacement dans la cité de Westmount, ayant front sur l'Avenue Claremont, et composé des subdivisions dix-sept, dix-huit et dix-neuf sur le plan de subdivision dûment préparé et produit du lot numéro deux cent huit aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (208-17; 208-18 et 208-19); lequel dit emplacement est borné en avant, vers le sud-ouest, par la susdite Avenue Claremont; en arrière, vers le nord-est par la subdivision dix-sept A; d'un côté vers le nord-ouest, par les subdivisions onze C, douze C et treize E; et de l'autre côté, au sud-est, par les subdivisions dix-sept C, dix-sept D, dix-huit A, dix-huit B, dix-neuf A et dix-neuf B, tous faisant partie du dit lot officiel

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit: } **FERDINAND LE-**
 No. 143. } **MIEUX, of**
 Saint David, county of Lévis, Plaintiff; against
PIERRE DUSSAULT, of Tourville, county of
 l'Islet, Defendant.

1. The undivided quarter of the lot No. forty, designated upon the official cadastre of range A, township Fournier, in the county of L'Islet— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be deducted from said lot No. 40, all the land belonging to the Transcontinental Railway;

2. The undivided quarter of a certain parcel of land of triangular shape, forming part of the lot No. thirty nine, aforesaid range A, township Fournier; bounded on the north by the Transcontinental Railway, on the south by the lot hereinabove described and on the southwest by the lot No. 1 of the 9th range.

3. The undivided quarter of the cut of all timber upon the lots Nos. twenty nine C and thirty one (29c and 31), of aforesaid range A, township Fournier, for a period of ten years from the 10th November, 1911;

4. The undivided quarter of the first cut of all spruce, and fir upon the lot No. twenty nine B, of aforesaid range A, township Fournier, for a period of 9 years from the 20th June, 1912.

To be sold at the church door of the parish of Saint Damase, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
 Montmagny, 21st July, 1915. 4332—30-2
 [First published, 24th July, 1915.]

GEO. ROY,
 Sheriff.

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE MONTREAL**
 No. 2703. } **TRUST COMPA-**
NY, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME MARIE LOUISE BEAUPRE**, now of the city and district of Montreal, widow of the late Joseph Adé-lard Simard, in his lifetime of the town of Waterloo, advocate, Defendant.

An emplacement in the city of Westmount, fronting on Claremont Avenue, and composed of subdivision seventeen, eighteen and nineteen on the subdivision plan duly made and filed of lot number two hundred and eight on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (208-17; 208-18 and 208-19); which said emplacement is bounded in front towards the south west by Claremont Avenue aforesaid, in rear to the north east by subdivision seventeen A, on one side to the north west by subdivision eleven C, twelve C and thirteen E; and on the other side to the south east by subdivisions seventeen C; seventeen D, eighteen A, eighteen B, nineteen A; and nineteen B, all of the

deux cent huit; et le dit emplacement contient cinquante pieds de large en avant, quarante-neuf pieds et neuf pouces de large en arrière par une profondeur moyenne de cent quatre-vingt-dix-sept pieds et une étendue superficielle de neuf mille huit cent trente-huit pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et,

2. Une lisière du terrain adjacent à l'emplacement ci-haut décrit, au sud-est, contenant quinze pieds six pouces de largeur, en arrière, par quatre-vingt-douze pieds sept pouces de profondeur, dans la direction nord-ouest, et quatre-vingt-dix pieds et neuf pouces de profondeur dans la direction sud-est et une superficie de treize cent quarante-quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et composée de:

(a) La subdivision quatre de la subdivision dix-neuf B du dit lot numéro deux cent huit;

(b) La subdivision quatre de la subdivision dix-neuf A, du dit numéro deux cent huit;

(c) La subdivision quatre de la subdivision dix-huit B du dit lot numéro deux cent huit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOÛT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 20 juillet 1915. 4333-30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ELIZABETH
No 2369. } BROUSSEAU, de la
paroisse de Saint-Paul l'Hermitte, district de
Joliette, veuve de Pierre Edmond Bonenfant, en
son vivant, hôtelier, du même lieu, Demanderesse;
contre les terres et tènements de SAM SCHNAP
l'un des défendeurs en cette cause.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-trois de la subdivision du lot numéro cent trente sept (137-23) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la cité de Saint-Louis, et étant de quarante-deux pieds et six pouces de largeur par quatre vingt-sept pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les maisons portant les numéros civiques 1689 à 1699 de la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, ainsi que le tout se trouve, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOÛT prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Shérif.

Montréal, 20 juillet 1915. 4335-30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILFRID REEVES,
No 5380. } Demandeur; contre
les terres et tènements de EMILE PAGÉ,
Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le No 103 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe aux Trembles, district de Montréal,—avec les bâtisses dessus érigées ayant front le dit lot de terre ou emplacement sur la rue Notre-Dame en la ville de la Pointe aux Trembles, dit district, le tout étant une seule et même exploitation.

said official lot number two hundred and eight; and the said emplacement contains fifty feet in width in front, forty nine feet nine inches in width in rear by an average depth of one hundred and ninety seven feet and a superficial area of nine thousand eight hundred and thirty-eight feet, english measure, more or less, and,

2. A strip of land adjoining the emplacement hereinbefore described to the south east, measuring fifteen feet six inches in width in rear, by ninety-two feet seven inches in depth, in the north west line, and ninety feet nine inches in depth, in the south east line and a superficial area of thirteen hundred and forty-four feet, english measure, more or less, and composed of:

(a) Subdivision four of subdivision nineteen B of said lot number two hundred and eight;

(b) Subdivision four of subdivision nineteen A of said lot number two hundred and eight;

(c) Subdivision four of subdivision eighteen B of said lot number two hundred and eight on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

With the house thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 20th July, 1915. 4334-30-2
[First published, 24th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } DAME ELIZABETH
No 2369. } BROUSSEAU, of
Parish of Saint Paul l'Hermitte, district of Joliette,
widow of Pierre Edmond Bonenfant, in his life-
time, hotelkeeper, of the same place, Plaintiff;
against the lands and tenements of SAM
SCHNAPP, one of the Defendants, in this cause.

A lot of land fronting on Saint Dominique street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number twenty three of the subdivision of the lot number one hundred and thirty seven (137-23), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, and measuring, the said lot, forty two feet and six inches in width, by eighty seven feet and six inches in depth, english measure and more or less,—with the house bearing the civic numbers 1689 to 1699 Saint Dominique street, in the city of Montreal, as the whole now subsides, with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 20th July, 1915. 4336-30-2
[First published, 24th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILFRID REEVES,
No. 5380. } Plaintiff; against
the lands and tenements of EMILE PAGÉ,
Defendant.

A lot of land or emplacement known and designated under the No. 103 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal—with the buildings thereon erected, said lot or emplacement fronting on Notre Dame street, in the village of Pointe aux Trembles, said district, the whole forming one single plot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 juillet 1915. 4337—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HONORABLE LOUIS**
No 5130. } **ONESIME LORAN-**
GER, ancien juge, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements de **ALBERT TESSIER**, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur à Georgiana Tessier, enfant mineure de feu Georges Henri Tessier, et Dame Marie Louise Craig, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de J. A. Desautels, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, Défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le numéro trois mille cent vingt-huit aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Magdalen, en la cité de Montréal, mesurant quarante pieds de largeur par quatre-vingt-dix-sept pieds de profondeur—avec toutes les bâtisses dessus construites, et droit à la ruelle en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 juillet 1915. 4339—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALFRED DESEVE**
No 4680. } Demandeur; contre
les terres et tènements de **WILLIE LASALLE**,
Défendeur.

1. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue Brown, dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro deux de la subdivision du lot mille neuf cent quatre-vingt-trois, et sous le numéro un de la subdivision du lot mille neuf cent quatre-vingt-quatre, ces deux lots faisant partie de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga (148-1983-2 et 148-1984-1)—avec bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur la rue Brown, dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-quatre et sous le numéro un de la subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-cinq, ces deux lots faisant partie de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, (148-1984-2 et 148-1985-1)—avec bâtisses dessus construites.

3. Un lot de terre ayant front sur la rue Brown dans le quartier Hochelaga, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-cinq, faisant partie de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit aux plan et livre de renvoi officiels du village incor-

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 20th July, 1915. 4338—30-2
[First published, 24th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE HONOURABLE**
No. 5130: } **LOUIS ONESIME**
LORANGER, a retired justice, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **ALBERT TESSIER**, of the city and district of Montreal, in his capacity of tutor, to Georgiana Tessier, minor child, of the late Georges Henri Tessier, and Dame Marie Louise Craig, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of J. A. Desautels, of the same place and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendants.

A lot of land known and designated as being the number three thousand one hundred and twenty eight, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, fronting on Magdalen street, in the city of Montreal, measuring forty feet in width by ninety seven feet in depth,—with all the buildings erected thereon, and the use of the lane in rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 20th July, 1915. 4340—30-2
[First published, 24th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALFRED DESEVE**,
No. 4680. } Plaintiff; against the
lands and tenements of **WILLIE LASALLE**,
Defendant.

1. An emplacement composed of two lots of land fronting on Brown street, Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two of the subdivision of the lot one thousand nine hundred and eighty three, and under the number one of the subdivision of lot one thousand nine hundred and eighty four, both the above lots forming part of the subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1983-2 and 148-1984-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement composed of two lots of land fronting on Brown street, Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two of the subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty four and under the number one of the subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty five, both the above lots forming part of the subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1984-2 and 148-1985-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land fronting on Brown street, Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated under the number two of the subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty five, forming part of the subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1985-2) upon the

poré d'Hochelaga (148-1985-2)—avec bâtisses dessus construites.

Avec droit de passage dans la ruelle sise en arrière des dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 20 juillet 1915. 4341—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L**OUIS BOYER, avo-
No 57. } cat, Demandeur;
contre les terres et tènements de MOSES SIMI-
NOVITCH, Défendeur, mais entre les mains de
Eugène Themens, curateur nommé au délaisse-
ment.

Les lots de terre 290 et 293 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Dominique—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 20 juillet 1915. 4343—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **F**REDERIC D. LAW-
No 2366. } RENCE, Deman-
deur, contre les terres et tènements, en possession
de W. A. SNOWDON, curateur au délaissement
de J. W. Reid, S. Guttman, Adélarde Giguère, et
détenus par Simon Kalmanovitch, S. Mendelsohn,
J. Kaufman, L. P. Raich, les Héritiers de feu
Peter Dobrofsky, Défendeurs.

Un emplacement, situé au coin nord-est de la rue Notre-Dame ouest et Guy, en la cité de Montréal, et étant connu et désigné comme subdivisions Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du lot No 469 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, déduction faite des lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la portion prise pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, par la cité de Montréal—et constructions y érigées, pour être vendu ensemble.

Un emplacement situé, au coin des rues Guy et Ave. Guy, en la cité de Montréal, et étant connu et désigné comme subdivisions Nos 9, 10, 11, 12 et 13 du lot No 469, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec constructions y érigées pour être vendu ensemble.

Un emplacement situé sur l'Ave. Guy, en la cité de Montréal, et étant connu et désigné comme subdivisions Nos 14 et 15 du lot No 469, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec constructions y érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT, prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 21 juillet 1915. 4363—30-2
[Première publication, 24 juillet, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**OSES VINEBERG,
No 43. } Demandeur; contre
les terres et tènements de MOSES BAILEY,
Défendeur.

official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

With the use of the lane in rear of said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 20th July, 1915. 4342—30-2
[First published, 24th July, 1915]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L**OUIS BOYER, advocate
No. 57. } Plaintiff; against the
lands and tenements of MOSES SIMINOVITCH,
Defendant, now in the hands of Eugène Themens,
appointed curator to the surrender.

The lots of land 290 and 293 of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal; fronting on Saint Dominique street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 20th July, 1915. 4344—30-2
[First published, 24th July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **F**REDERIC D. LAW-
No. 2366. } RENCE Plaintiff;
against the lands and tenements in the hands of
W. A. SNOWDON, curator to the délaissement
de J. W. Reid, S. Guttman, Adélarde Giguère, and
in the hands of Simon Kalmanovitch, S. Men-
delsohn, J. Kaufman, L. P. Raich, the Heirs of
the late Peter Dobrofsky, Défendants.

An emplacement at the north east corner of Notre Dame street west and Guy street, in the city of Montreal, known and designated as subdivisions Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of lot No. 469 on the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7 from that part used for the widening of Notre Dame street, by the city of Montreal, being deducted, with buildings thereon erected To be sold en bloc.

An emplacement located at the corner of Guy street and Guy Avenue, in the city of Montreal, known and designated as subdivisions Nos. 9, 10, 11, 12 and 13 of lot No. 469, on the official plan and book of reference for Saint-Antoine ward—with buildings thereon erected. To be sold en bloc.

An emplacement on Guy avenue, in the city of Montreal, known and designated as subdivisions Nos. 14 and 15 of lot number 469, on the official plan and book of reference for Saint Antoine ward—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHT day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 21st July, 1915. 4364—30-2
[First publication, 24th July, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**OSES VINEBERG,
No. 43. } Plaintiff; against the
lands and tenements of MOSES BAILEY, De-
dendant.

Certains lots situés en la cité de Westmount, connus et désignés comme étant les lots de subdivisions sept, huit, neuf, dix et onze de la subdivision du lot originaire numéro quatorze cent trente quatre (1434-7, 8, 9, 10, 11) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant cent trente pieds de largeur, en avant, par cent pieds de profondeur, et une étendue en superficie de treize mille pieds carrés, et formant le coin sud-est de la rue Sainte-Catherine et de l'avenue Lewis, en la dite cité de Westmount—avec droit de se servir de la ruelle en arrière en commun d'autres y ayant droit, avec aussi tous les droits, dépendances et appartenances s'y rattachant, et sans réserve.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Bureau du Shérif. Montréal, 21 juillet, 1915. 4365—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } VITAL VAILLAN-
No 4222. } COURT, Deman-
deur; contre les terres et tènements de ARTHUR
SHALEK, défendeur, mais entre les mains de
J. B. A. TISON, curateur du délaissement en
cause.

Un emplacement ayant front sur la rue Palm, à Saint-Henri, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné sous le numéro 305 au plan de subdivision du lot numéro 1704 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Bureau du shérif. Montréal, 21 juillet, 1915. 4373—30-2
[Première publication, 24 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HENRI PARÉ, Deman-
No 4381. } deur; contre les terres
et tènements de NARCISSE FORTIER, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Zotique, en la cité de Montréal, étant la subdivision numéro 1362 du lot originaire No 10, au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Bureau du shérif, Montréal, 21 juillet 1915. 4367—30-2
[Première publication, 24 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE CHARLES CICE-
No. 2513. } RI COMPANY,
LIMITED, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires, pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de DAME MARIANNINA LEMMA, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires seule sous la raison sociale

Those certain lots situated in the city of Westmount, known and designated as subdivision lots seven, eight, nine, ten, and eleven of the subdivision of the original lot number fourteen hundred and thirty four (1434, 1, 8, 9, 10 and 11) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing one hundred and thirty feet in width in front by one hundred feet in depth, and a superficial area of thirteen thousand square feet, and forming the south-east corner of Sainte Catherine street and Lewis Avenue, in the said city of Westmount—and unite the right of use of the lane in rear in common with others having right therein, and with all the rights, members and appurtenances thereto belonging, without reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff's Office.
Montreal, 21st July, 1915. 4366—30-2
[First published, 24th July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } VITAL VAILLAN-
No 4222. } COURT, Plaintiff;
against the lands and tenements of ARTHUR
SHALEK, Defendant, but now in the hands of
J. B. A. TISON, curator to the surrender in
this cause.

An emplacement fronting on Palm street, at Saint Henri, in the city of Montreal, measuring twenty-five in width by one hundred feet in depth more or less, english measure, known and designated under the number 305, upon the subdivision plan of the lot number 1704, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff's Office.
Montreal, 21st July, 1915. 4374—30-2
[First published, 24th July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HENRI PARÉ, Plaintiff;
No. 4381. } against the lands and
tenements of NARCISSE FORTIER, Defendant.

An emplacement fronting on Saint Zotique street, in the city of Montreal, being the subdivision number 1362 of the lot original number 10, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff's office,
Montreal, 21st July, 1915. 4368—30-2
[First published, 24th July, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CHARLES CICERI
No. 2513. } COMPANY, LIMITED,
a body politic and incorporated having its chief place of business for the province of Quebec, in the city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARIANNINA LEMMA, spinster in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, and there carrying on business alone, under the name

de "Miss Lemma's Italian Grocery Store" Défenderesse.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, dans le quartier Emard, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt (280) de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (3930) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Hadley—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 21 juillet 1915. 4369—30-2
[Première publication, 24 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH HENRI
No 426. } ALBERT BOHEMIER, Demandeur; contre les terres et tènements de A. MENDELORICH ET H. RICHMAN, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant:

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent quarante (140) de la subdivision du lot numéro sept (7) aux plan et livre de renvois officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné en front par la rue Saint-Hubert—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 21 juillet 1915. 4371—30-2
[Première publication, 24 Juillet 1915.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } J. G. DUHAMEL, Curateur aux biens de OSIAS LAMOUREUX, Failli; et FRANÇOIS LEGAULT, Requérent.

Un lot de terre situé à Rosedale, dans la ville d'Outremont, faisant partie du lot numéro cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (35 P. 159), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, de la contenance de vingt pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: au sud-ouest par la rue Champagneur, au nord-est par une ruelle, au sud-est par le lot numéro cent cinquante-huit de la dite subdivision et au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro cent cinquante-neuf de la dite subdivision du lot numéro trente-cinq—avec maison en bois lambrissée en briques, à trois étages et trois logements, dessus construites et avec droit de passage dans une ruelle en arrière et autres ruelles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 28 juin 1915. 3907—27-2
[Première publication, 3 Juillet 1915.]

and style of "Miss Lemma's Italian Grocery Store", Defendant.

An emplacement lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, in Emard Ward, known and designated under the number two hundred and eighty (280) of the official subdivision of the lot number three thousand nine hundred and thirty (3930) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Hadley street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 21st July, 1915. 4370—30-2
[First published, 24th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH HENRI ALBERT
No. 426. } BOHEMIER, Plaintiff; against the lands and tenements of A. MENDELORICH AND H. RICHMAN, Defendants.

Seized as belonging to said Defendants, the following immovable, to wit:

An emplacement lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated under the number one hundred and forty (140) of the subdivision of the lot number seven (7) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by Saint Hubert street—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 21st July, 1915. 4372—30-2
[First published, 24th July, 1915.]

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } J. G. DUHAMEL, curator No. 127a-466f } to the property of OSIAS LAMOUREUX, Insolvent, and FRANÇOIS LEGAULT, Petitioner.

A lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, forming part of the lot number one hundred and fifty nine of the official subdivision of the lot number thirty five (35-Pt. 159), upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty feet in width by ninety feet in depth, english measure and more or less, and bounded as follows: on the south west by the Champagneur street, on the north east by a lane, on the south east by the lot number one hundred and fifty eight of said subdivision and on the north west by the residue of said lot number one hundred and fifty nine of said subdivision of said lot number thirty five—with a three story wooden house encased with brick, containing three dwellings, thereon erected, and with a right of passage in the lane in rear and in other lanes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 28th June, 1915. 3908—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

30 JUN

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **GILBERT PELLE-**
 No 2594. * } **RIN, Demandeur;**
 contre les terres et ténements de **WILLIAM**
PELLERIN, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Brebœuf, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro cent dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-et-un (331-1-2 S.-E. 118) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Cote Saint-Louis; contenant la dite moitié de lot vingt cinq pieds de front par quatre vingt-six pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front par la rue Brebœuf, en arrière par une ruelle, d'un coté, au sud-est, par le lot No 331-117 des susdits plan et livre de renvoi officiels du village de la Cote Saint-Louis et de l'autre coté par l'autre moitié ou le résidu du lot ci-dessus décrit—avec la maison et les autres dépendances y érigées, l'usage en commun de la ruelle située à l'arrière du dit lot de terre et avec les servitudes actives et passives, circonstances et dépendances attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 28 juin 1915. 3909—27-2
 [Première publication, 3 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **FRANCOIS XAVIER**
 No 540. } **MAHEU, Deman-**
 deur; contre les terres et ténements de **FRAN-**
COIS TURCOT, Défendeur.

Deux lots de terre faisant front sur la rue Chateaubriand, connus et désignés sous les numéros cinquante sept et cinquante huit de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre vingt neuf, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, mesurant ensemble, cinquante pieds de largeur par cent huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites. A distraire des dits lots de terre à leur profondeur, une lisière de terrain mesurant seize pieds de largeur par toute la largeur des dits lots numéros cinquante sept et cinquante huit; bornée en front par la rue Levesque, en arrière par le lot No 489-59, d'un coté par le lot No 2629-211 et de l'autre coté par le surplus des dits lots Nos 489-57 et 489-58.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 28 juin 1915. 3911—27-2
 [Première publication 3 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L'INSTITUT CATHO-**
 No 397. } **LIQUE DE SOURDS**

ET MUETS, corps politique et incorporé ayant son principal établissement dans le cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et ténements de J. I. CASE TRESHING MACHINE COMPANY, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Racine, état du Wisconsin, l'un des états unis d'Amérique, mais se trouvant actuellement entre

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **GILBERT PELLERIN,**
 No. 2594. } **Plaintiff; against,**
 the lands and tenements of **WILLIAM PELLE-**
RIN, Defendant.

A lot of land fronting on Brebœuf street, in the city and district of Montreal, known and designated as being the south-east half of the lot number one hundred and eighteen of the official subdivision of the lot number three hundred and thirty one (331-S. E. 1-2 of 118) upon the official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis; measuring, the said half of lot, twenty-five feet in front by eighty six feet in depth, the whole english measure, more or less, and bounded as follows: in front by Brebœuf street, in rear by a lane, on one side, to the south-east, by the lot No. 331-117 of the aforesaid official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis, and on the other side by the other half or residue of the above described lot—with a house and other dependencies thereon erected and the common use of the lane in rear of said lot of land and with the active and passive servitudes, circumstances and dependencies attached to said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 28th June, 1915. 3910—27-2
 [First published, 3rd July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **FRANCOIS XAVIER**
 No. 540. } **MAHEU, Plaintiff;**
 against the lands and tenements of **FRANCOIS**
TURCOT, Defendant.

Two lots of land fronting on Chateaubriand street, known and designated under the numbers fifty seven and fifty eight of the subdivision of the lot number four hundred and eighty-nine upon the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, measuring together fifty feet in front by one hundred and eight feet in depth, english measure, more or less—with all the buildings thereon erected. To deduct from the said lots of land at the depth thereof, a strip of land measuring sixteen feet in width by the whole width of said lots numbers fifty seven and fifty eight; bounded in front by Levesque street, in rear by the lot No. 489-59, on one side by the lot No. 2629-211 and on the other side by the surplus of said lots Nos. 489-57 and 489-58.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 28th June, 1915. 3912—27-2
 [First published, 3rd July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L'INSTITUT CATHOLI-**
 No. 397. } **QUE DE SOURDS**

ET MUETS, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of J. I. CASE TRESHING MACHINE COMPANY, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Racine, state of Wisconsin, one of the united states of America, but now in the hands of

les mains de L. A. Trudeau, curateur au délaissement.

Un lot de terre situé sur la rue Delorimier, à Montréal, contenant quarante pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro douze cent trente et un (1231) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, —avec un pâté de maisons en briques comprenant six logements, Nos 775 à 785 de la rue Delorimier, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 28 juin 1915. 3913—27-2
[Première publication, 3 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir: } JOHN T. CLARK,
No 685. } Demandeur; contre les terres et ténements de DAME DONALDA GAGNON, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Clovis Dagenais, et ce dernier pour autoriser son épouse aux présentes, Défenderesse.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, composé d'un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, sous le numéro dix-neuf (No 19) de la subdivision officielle du numéro cent cinquante deux (No 152); borné en front par l'avenue de Lorimier, et partie sud-est du lot numéro vingt (No 20), comprenant seize pieds (16 pds). et six pouces (6 pcs.) de front par cent (100) pieds de profondeur; borné en front par l'Avenue De Lorimier, en profondeur par le lot numéro trente-huit-cent cinquante deux (38-152), d'un côté par le dit lot numéro 19-152 et de l'autre côté par le surplus du numéro 20-152. Cette partie du dit lot de terre est connue et désignée comme faisant partie du lot No 20 de la subdivision du lot No 152 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Cote de la Visitation—avec toutes les circonstances et dépendances, servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal 28 juin 1915. 3915—27-2
[Première publication, 3 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN PATERSON
No 1293. } ET AL., ES-QUAL, Demandeurs; contre les terres et héritages de J. R. PHANEUF, Défendeur.

L'emplacement ayant front sur la rue Saint-Valier, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest de la subdivision cinq cent quarante-six du lot officiel numéro huit (8-p. n.-o. 546) sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant seize pieds et huit pouces en largeur par cent pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front, au nord-est, par la rue Saint-Valier, en arrière par la ruelle commune; d'un côté, vers le sud-est, par une autre partie du dit lot No 8-546, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par le lot No 8-545; avec droit de passage en commun avec d'autres sur la ruelle, en arrière—avec une maison en brique

L. A. Trudeau, curator to the surrender.

A lot of land situate on Delorimier street, at Montreal, containing forty feet in front by one hundred feet in depth, english measure and more or less, known and designated under the number twelve hundred and thirty one (1231) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, —with a block of brick houses containing six dwellings, Nos. 775 to 785 Delorimier street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff's office, Montréal, 28th June, 1915. 3914—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN T. CLARK,
No. 685. } Plaintiff, against the lands and tenements of DONALDA GAGNON, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Clovis Dagenais, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Defendant.

An emplacement lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, composed of the lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the village of Cote de la Visitation, under the number nineteen (No. 19) of the official subdivision of the lot number one hundred and fifty-two (No. 152); bounded in front by De Lorimier Avenue, and of the south-east part of the lot number twenty (No. 20), containing sixteen (16) feet and six (6) inches in front by one hundred (100) feet in depth; bounded in front by Delorimier Avenue, in rear by the lot number thirty eight-one hundred and fifty two (38-152), on one side by the said lot number 19-152 and on the other side by the residue of number 20-152. The above part of said lot being known and designated as forming part of the lot No. 20 of the subdivision of the lot No. 152 of the official plan and book of reference of the village of Cote de la Visitation —with all the circumstances and dependencies active and passive servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff's Office, Montréal, 28th June, 1915. 3916—27-2
[First published, 3rd July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN PATERSON ET
No. 1293. } AL., ES-QUAL, Plaintiffs; against the lands and tenements of J. R. PHANEUF, Defendant.

That certain emplacement fronting on the Saint Valier street, in the city of Montreal, known and designated as the north west portion of subdivision five hundred and fourty six of official lot number eight (8-546 N. W. pt.) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, measuring sixteen feet eight inches in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less; bounded in front, to the north east, by de Saint Valier street, in rear by a common lane, on one side, to the south east, by an other part of said lot No. 8-546, and on the other side, to the north west, by lot No. 8-545; with the right of way in common with others in the lane in rear—with

solide contenant trois logements connus sous les numéros 306, 306a et 306b de la rue Saint-Valier, maintenant en construction.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 28 juin 1915. 3917-27-2
[Première publication, 3 juillet 1915]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES D'ECOLE DE WESTMOUNT, dans le district de Montréal; contre les terres et tenements d'ALBERT E. ROLLIT, Défendeur.

1. Un emplacement situé sur la rue Sherbrooke, en la cité de Westmount, faisant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro de subdivision onze (11) au plan de subdivision dûment dressé et produit du lot originaire numéro deux cent soixante et un (261) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant, ladite partie, 20 pieds de largeur en arrière, par une profondeur de 118 pieds sur la limite côté nord-est et environ 115 pieds et 7 pouces sur la limite du sud-ouest; bornée, la dite partie, en avant par la rue Sherbrooke, en arrière par une ruelle de dix pieds de largeur, faisant partie de la dite subdivision du lot numéro 11, sur la limite côté nord-est, par les lots de subdivision 47, 48, 49 et partie de la subdivision du lot numéro 50, le tout étant du lot originaire numéro 278 au dit plan officiel et sur le dit livre de renvoi, et au sud-ouest, par cette partie de la dite subdivision numéro 11 ci-après décrite—avec la résidence dessus construite, connue sous le numéro 4435 de la rue Sherbrooke, dont le mur de côté, au sud-ouest, est mitoyen aux constructions adjacentes, aussi, droit de passage en commun avec d'autres sur la ruelle formant la portion sud-ouest de la dite subdivision numéros 11, et sur la ruelle, en arrière, faisant aussi partie de ce même lot, lesdites ruelles apparaissant sur un plan préparé par Joseph Rielle, P. L. S., en date du 28 décembre 1895, aussi.

2. L'emplacement situé sur la rue Sherbrooke susdite, faisant partie de la susdite subdivision numéro (11) du dit lot originaire numéro deux cent soixante et un (261), contenant, la dite partie, 26 pieds de largeur en avant et environ 19 pieds et 3 pouces de largeur, en arrière par une profondeur d'environ 115 pieds et 7 pouces sur la ligne côté nord-est et 110 pieds 3 pouces sur la ligne sud-ouest; bornée, ladite partie, en avant, par la rue Sherbrooke, en arrière par une ruelle faisant partie de la dite subdivision numéro 11, sur le côté nord-est par une autre partie de la dite subdivision numéro 11, (étant la partie d'icelle ci-haut décrite), et du côté sud-ouest par une autre ruelle de dix pieds de largeur, faisant aussi partie de la dite subdivision numéro 11—avec la résidence dessus construite, connue sous le numéro 4437 de la rue Sherbrooke, avec droit de passage en commun avec d'autres dans les susdites ruelles apparaissant au dit plan préparé par le dit Joseph Rielle tel que susdit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures, de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 28 juin 1915. 3919-27-2
[Première publication, 3 juillet 1915].

the solid brick house containing three dwellings known as Nos. 306, 306a and 306b de Saint Valier street, now in course in construction thereon.

To be sold at my office, of the city of Montreal, on the FIFTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 28th June, 1915. 3918-27-2
[First published, 3rd July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMISSIONERS OF WESTMOUNT, in the district of Montreal; against the lands and tenements of ALBERT E. ROLLIT, Defendant.

1. That certain emplacement fronting on Sherbrooke street, in the city of Westmount, forming part of the lot of land known and designated as subdivision number eleven (11) on the subdivision plan duly made and filed of original lot number two hundred and sixty one (261) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing, said part, 20 feet in width in rear by a depth of 118 feet in the north east side line, about 115 feet 7 inches in the south west side line; bounded, said part, in front by Sherbrooke street, in rear by a lane 10 feet in width, forming part of said subdivision number 11, on the north east side line by subdivision lots 47, 48, 49 and part of subdivision lot number 50, all of original lot number 278 on said official plan and in said book of reference and on the south west by the portion of said subdivision number 11 hereinafter described—with the dwelling house thereon erected, known as number 4435 Sherbrooke street, whereof the gable wall, on the south west side, is mitoyen with the adjoining premises, and with the rights of passage in common with others in the lane forming the south west portion of said subdivision number 11, and in the lane, in rear, also forming part of this same lot, the said lanes being shown on a plan made by Joseph Rielle, P. L. S., dated 28th December, 1895, also.

2. That certain emplacement fronting on Sherbrooke street aforesaid, forming part of the aforesaid subdivision number eleven (11) of said original lot number two hundred and sixty one (261) containing, said part, 26 feet in width in front and about 19 feet 3 inches in width in rear by a depth of about 115 feet, 7 inches in the north east side line and 110 feet 3 inches in the south west side line; bounded, said part, in front by Sherbrooke street, in rear by a lane forming part of said subdivision number 11, on the north east side by another portion of said subdivision number 11, (being the part thereof herein above described), and the south west side by another lane of 10 feet in width, also forming part of said subdivision number 11—with the dwelling house thereon erected, known as number 4437 Sherbrooke street, with the right of passage in common with others in the aforesaid lane shown on the said plan made by said Joseph Rielle as aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 28th June, 1915. 3920-27-2
[First published, 3rd July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MELINA
No 3438. } DESROCHES, veuve
de feu Siméon Béliveau, *et al.*, en leur qualité
de grevées à la substitution de feu Jean Baptiste
Desroches, et Bernard Melançon, notaire, de la
cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la
dite substitution, Demandeurs; contre les terres
et tènements de ADJUTOR COSSETTE et
RODOLPHE COSSETTE, Défendeurs, et étant
actuellement en la possession de Arthur Archambault,
curateur au délaissement, fait par les dits
défendeurs.

Un lot de terre ayant front sur la rue Labelle,
dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal,
connu et désigné comme étant la juste moitié
nord-ouest du lot numéro sept cent vingt-huit
de la subdivision du lot originaire numéro huit
(8-728½ n.-o.), aux plan et livre de renvoi officiels
du village incorporé de la Côte Saint-Louis,
contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent
trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus
ou moins; bornée en front par la rue Labelle, en
arrière par une ruelle, du côté sud-est par la juste
moitié sud-est du numéro 8-728 et du côté nord-ouest
par le lot No 729 de la dite subdivision—avec
maison portant les numéros 1836, 1838 et
1838a de la dite rue Labelle et autres bâtisses
dessus construites, et avec droit de passage en
commun avec d'autres dans la ruelle sise en arrière
du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain,
à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 29 juin 1915. 3951—27-2
[Première publication, 3 juillet 1915.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } GEO. GONTHIER ET
No 128a-467. } AL., curateurs et
requérants aux biens de FERDINAND QUEVILLON,
failli.

Deux lots de terre ou emplacements situés sur
la rue Boyer, dans le quartier Saint-Denis, de
la cité de Montréal, connus et désignés sous les
numéros cinq cent vingt deux a et cinq cent vingt
trois a (522a et 523a) de la subdivision officielle
du lot primitif numéro cinq (5), aux plan et livre
de renvoi officiels du village incorporé de la Côte
Saint-Louis—avec toutes les bâtisses dessus
construites et avec droit de passage dans la ruelle
située à coté et contigue au dit lot No 5-522a,
sans jamais l'obstruer, ainsi que le tout se trouve
présentement, avec les servitudes actives et
passives, apparentes ou occultes attachées aux
dits immeubles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain,
à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 29 juin 1915. 3953—27-2
[Première publication, 3 juillet 1915.]

MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } GEO. GONTHIER ET
No 128a-468. } AL., curateurs aux
biens de Ferdinand Quevillon, failli; et OLIVIER
LIMOGES, requérant.

Comme appartenant au dit failli:

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MELINA
No. 3438. } DESROCHES, widow
of the late Simeon Béliveau, *et al.*, in their
capacity of institutes to the substitution of the
late Jean Baptiste Desroches, and Bernard Melançon,
notary, of the city of Montreal, in his capacity,
of curator to the said substitution, Plaintiffs;
against the lands and tenements of ADJUTOR
COSSETTE and RODOLPHE COSSETTE
Defendants, and now in the hands of Arthur
Archambault, curator to the surrender made by
the said Defendants.

A lot of land fronting on Labelle street, in
Saint Denis ward, in the city of Montreal, known
and designated as being the exact north west half
of the lot number seven hundred and twenty
eight of the subdivision of the lot original number
eight (8- n. w. ½ of 728), upon the official plan
and book of reference of the incorporated village
of Côte Saint Louis, containing twenty five feet
in width by one hundred and three feet in depth,
english measure, and more or less; bounded in
front by Labelle street, in rear by a lane, on the
south east side by the exact south east half
of the lot number 8-728, and on the north west side
by the lot No 729 of said subdivision—with a house
bearing the numbers 1836-1838 and 1838a of said
Labelle street, and other buildings thereon erected
and with a right of passage in common with others
in the lane in rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SEVENTH day of AUGUST next, at
TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 29th June, 1915. 3952—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } GEO. GONTHIER ET
No. 128a-467. } AL., curators and
petitioners to the property of FERDINAND QUEVILLON,
Insolvent.

Two lots of land or emplacements situated on
Boyer street, in Saint Denis ward, of the city of
Montreal, known and designated under the numbers
five hundred and twenty two a and five hundred
and twenty three a (522a and 523a) of the
official subdivision of the original lot number
five (5), upon the official plan and book of
reference of the incorporated village of Cote Saint
Louis—with all the buildings thereon erected and
with a right of passage in the lane on the side
of and adjacent to lot No. 5-522a, without
obstructing same at any time, as the whole now
subsists, with the active and passive, apparent
or unapparent servitudes attached to said immoveables.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SEVENTH day of AUGUST next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montréal, 29th June, 1915. 3954—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } GEO. GONTHIER ET
No. 128a-468. } AL., Curator to the
property of Ferdinand Quevillon, Insolvent;
and OLIVIER LIMOGES, Petitioner.

As belonging to said insolvent:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cinq (5-417), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, situé au coin de rues Beaubien et Boyer, mesurant trente-huit pieds de largeur par cent quatorze de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, avec droit en commun dans la ruelle située en arrière—et avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 29 juin 1915. 3955—27-2
[Première publication, 3 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FRANCIS SEGUIN ET
No 4620. } AL., Demandeurs; contre les terres et tènements de O. LAMOUREUX, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Brown, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-six du lot numéro cent quarante-huit (148-1986-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant ce dit lot, dix-huit pieds et neuf pouces de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites et principalement la maison portant les Nos 166 à 170 de la rue Brown, à Montréal, et droit de passage dans la ruelle sise à l'arrière, avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 29 juin 1915. 3799—27-2
[Première publication, 26 juin 1915 est nulle.]
[Première publication, 3 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THEOPHILE WIL-
No 4202. } FRID MAHEU,
Demandeur; contre les terres et tènements de Delle ANNA COUTURE, fille majeure et usant de ses droits, Défenderesse.

Deux lots de terre bornés en front par une rue projetée longeant le chemin de fer Châteauguay & Northern, connus et désignés comme étant les subdivisions douze cent vingt-neuf et douze cent trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent six, (206-1229 et 1230), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 29 juin 1915. 3845—27-2
[Première publication, 26 juin 1915 est nulle.]
[Première publication, 3 juillet 1915.]

A lot of land known and designated under the number four hundred and seventeen of the official subdivision of the lot number five (5-417), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, county of Hochelaga, situate at the corner of Beaubien and Boyer streets, measuring thirty eight feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, english measure, more or less, without warranty as to exact measurements, with the common use of the lane in rear—and with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Montréal, 29th June, 1915. 3956—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FRANCIS SEGUIN, ET
No. 4620. } AL., Plaintiff's ; against the lands and tenements of O. LAMOUREUX, Defendant.

A lot of land fronting on Brown street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number one of the official subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty six of the lot number one hundred and forty eight (148-1986-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing, the said lot eighteen feet and nine inches in width by ninety feet in depth, english measure, and more or less—with all the buildings thereon erected and especially the house bearing the Nos. 166 to 170 Brown street, at Montreal, and a right of way in the lane in rear, with all others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of AUGUST next, a TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Montréal, 29th June, 1915. 3800—27-2
[First published, 26th June, 1915 is null.]
[First published, 3rd July, 1915]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THEOPHILE WIL-
No. 4202. } FRID MAHEU,
Plaintiff; against the lands and tenements of MISS ANNA COUTURE, spinster, in the full exercise of her rights, Defendant.

Two lots of land fronting on a projected street along the line of the Châteauguay & Northern Railway, known and designated as being the subdivisions twelve hundred and twenty nine and twelve hundred and thirty of the official subdivision of the lot original number two hundred and six (206-1229-1230), of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Montréal, 29th June, 1915. 3846—27-2
[First published, 26th June, 1915 is null.]
[First published, 3rd July, 1915.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Kamouraska: } LEON DA-
No 5617. } MOURS; vs
OCTAVE L'ETOILE, savoir:

Le lot numéro soixante-deux du premier du rang du canton Massé—avec les bâtisses sus construites, circonstances et dépendances, sujet à ce qui peut être du au gouvernement.

Pour être vendu au bureau du registraire, à Rimouski, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. CHS. DANJOU, Shérif.
Rimouski, 21 juillet 1915. 4375—30-2
[Première publication, 24 juillet, 1915].

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec } JOSEPH SIFROID
District de Roberval. } BEAUDET, marchand, de Sainte-Emélie, comté de Lotbinière, Demandeur; vs
No 636. } JOS. J. BEAUDET, cultivateur, de Saint-Cyrille de Normandin, comté de Lac Saint-Jean, Défendeur, à savoir:

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros cinquante-deux et cinquante-trois (52 et 53) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le neuvième rang du canton Normandin, comté de Lac Saint-Jean—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, MERCREDI, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE, Shérif.
Roberval, 26 juin 1915. 3903—27-2
[Première publication, 3 Juillet 1915.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } WILLIAM H.
No 446. } EMBURY,
du canton de Westbury, dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur; contre ED-

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Kamouraska: } LEON DA-
No. 5617. } MOURS; vs
OCTAVE L'ETOILE, to wit:

The lot number sixty-two of the first range of the township Massé—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to all Government dues.

To be sold at the Registrar's Office, at Rimouski, on the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office. CHS. DANJOU, Sheriff.
Rimouski, 21st July, 1915. 4375—30-2
[First published, 24th July, 1915].

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS
Superior Court.

Province of Quebec } JOSEPH SIFROID
District of Roberval. } BEAUDET, merchant, of Sainte-Emélie, county of Lotbinière, Plaintiff; vs
No. 636. } JOS. J. BEAUDET, farmer, of Saint-Cyrille de Normandin, county of Lake Saint John, Plaintiff, to wit:

The lots of land known and designated under the numbers fifty two and fifty three (52 and 53) of the official plan and book of reference of the cadastre for the ninth range of the township of Normandin, county of Lake Saint John—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Cyrille de Normandin, on WEDNESDAY, the FOURTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Roberval, 26th June, 1915. 3904—27-2
[First published, 3rd July, 1915.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } WILLIAM H. EM-
No. 446. } BURY, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff; against EDWARD E,

WARD E. TENCARRE, de East Angus, dit district, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:
 "Cette lisière ou partie de terre, située à East Angus dans le canton Westbury, connue sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Westbury, comme étant le lot numéro douze-quarante-six (12-46) dans le deuxième rang du dit canton Westbury, et contenant d'après le dit livre de renvoi 1124 pieds de superficie, plus ou moins, en bloc—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus faites et construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à CINQ heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,
 Bureau du shérif. Shérif.
 Sherbrooke, 21 juillet 1915. 4377—30-2
 [Première publication, 24 juillet 1915].

TENCARRE, of East Angus, in the said district, Defendant.

Seized as belonging to said defendant:
 "That certain tract or parcel of land, situate and being in East Angus, in the township of Westbury, known on the cadastral plan and book of reference for the said township of Westbury, as the lot number twelve-forty-six (12-46) in the second range of the said township of Westbury, and containing by the said book of reference 1124 feet in superficies, more or less, together—with all the buildings and improvements thereon made and erected."

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, 1915, at FIVE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,
 Sheriff's office. Sheriff.
 Sherbrooke, 21st July, 1915. 4378—30-2
 [First published, 24th July, 1915].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
 Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
 Saint-Hyacinthe, à savoir: } PHILIBERT AUBERT de
 No 99. }
 GASPE, Demandeur; contre STANISLAS LEGAULT, Défendeur.

Un emplacement situé au village d'Upton, sur la rue McDougall, de forme irrégulière, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-treize (73) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Upton—avec une maison en brique, une briqueterie et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village d'Upton, MARDI, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
 Bureau du shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 26 juin 1915. 3921—27-2
 [Première publication, 3 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
 Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe
 Saint-Hyacinthe, à savoir: } WILFRED LE-
 No 110. } GROS, De-
 mandeur; contre ELISA LOISELLE, veuve de Joseph-Epiphanie Benoit, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Benoit, Défenderesse.

Un emplacement situé au village de Sainte-Hélène, connu et désigné sous le lot numéro cent vingt-neuf (129) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Hélène—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène de Bagot, le QUATRIEME jour d'AOUT prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi

JOS.-L. CORMIER,
 Bureau du shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 29 juin 1915. 3983—27-2
 [Première publication, 3 Juillet, 1915.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
 Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
 Saint Hyacinth, to wit: } PHILIBERT AU-
 No. 99. } BERT de GASPE
 Plaintiff; against STANISLAS LEGAULT, De-
 fendant.

An emplacement situate in the village of Upton, on the McDougall street, of irregular form, known and designated as being lot number seventy three (73) on the official plan and book of reference of the village of Upton—with a house, a brick making and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Upton, TUESDAY, on the THIRD day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Saint Hyacinth, 26th June, 1915. 3922—27-2
 [First published, 3rd July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
 Superior Court.—District of Saint Hyacinth
 Saint Hyacinth, to wit: } WILFRED LE-
 No. 110. } GROS, Plaintiff;
 against ELISA LOISELLE, widow of the late Joseph-Epiphanie Benoit, in her capacity of tutrix to the minor children issued of her marriage with the said Benoit, Defendant.

An emplacement situate in the village of Sainte-Hélène, known and designated under lot number one hundred and twenty nine (129) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Hélène—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Hélène of Bagot, on the FOURTH day of AUGUST next, (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Saint Hyacinth, 29th June, 1915. 3984—27-2
 [First published, 3rd July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Saint-Hyacinthe
 Saint-Hyacinthe, à savoir: } **STANISLAS**
 No 242. } **MONGEAU,**
 Demandeur; contre **GEORGE DESMARAIS,**
 Défendeur.

1. Un terrain situé en la paroisse de Laprésentation, contenant vingt et un arpents en superficie étant le lot numéro quatre cent soixante-dix (470) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

2. Une terre à bois située sur le cinquième rang, en la paroisse de Laprésentation, contenant quatre arpents de front par vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant parties des lots numéros quarante-cinq et quarante-six (P. 45 et 46) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, bornée comme suit: en front au chemin, en arrière au cordon des terres de Saint-Denis, d'un côté Joseph Beauchemin, et de l'autre côté François Larivière.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Laprésentation, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 28 juin 1915 3985—27-2
 [Première publication, 3 Juillet 1915.]

Avis du Gouvernement

La Fonderie de Victoriaville, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juillet 1915, constituant en corporation MM. Alfred Proulx et Thomas Proulx, industriels, J. Odélard Buteau et J. Ernest Buteau, mécaniciens, et Alyre Turgeon, étudiant, de Victoriaville, dans les buts suivants:

Exploiter une fonderie et une boutique de machinerie pour la préparation sous ses formes les plus variées, des ouvrages en fer, en fonte, en acier, en cuivre, en bronze, en aluminium, et faire le commerce de toutes ces choses ainsi manufacturées;

Réparer et faire le commerce, à quelque titre que ce soit comme patron ou agent ou autre manière équivalente d'automobiles;

Manufacturer des poêles de toutes sortes et en faire le commerce sous toutes ses formes;

Des propriétés seront acceptées à compte d'actions, sous le nom de "La Fonderie de Victoriaville, Limitée", avec un fonds social de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent vingt dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4357—30-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie des Modes, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1915, constituant en corporation MM. Alexandre Papineau Mathieu et Armand Mathieu, avocats de Montréal, Michael Murray

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Hyacinth
 Saint Hyacinth, to wit: } **STANISLAS MON-**
 No. 242. } **GEAU, Plaintiff;**
 against **GEORGE DESMARAIS, Defendant.**

1. A land situate in the parish of Laprésentation, containing twenty one arpents in superficies, being lot number four hundred and seventy (470) on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected.

2. A wooden land situate on the fifth range, in the parish of Laprésentation, containing four arpents in front by twenty arpents in depth, the whole more or less, being part of lots numbers forty five and forty six (P. 45 and 46) on the official plan and book of reference of said parish, bounded as follows: in front by the road, in rear by the line of the lands of Saint Denis, on one side by J. Beauchemin, and on the other side by Frs. Larivière.

To be sold at the parochial church door of Laprésentation, on the FIFTH day of AUGUST next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
 Saint Hyacinth, 28th June, 1915. 3986—27-2
 [First published, 3rd July, 1915.]

Government Notices

La Fonderie de Victoriaville, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Alfred Proulx and Thomas Proulx, manufacturers, J. Udélard Buteau and J. Ernest Buteau, machinists, and Alyre Turgeon, student, of Victoriaville, for the following purposes:

To operate a foundry and machine shop for the preparation under its most varied forms of works in iron, cast-iron, steel, copper, bronze and aluminium and to deal in the above manufactured objects;

To repair and deal in automobiles either as principal or agent or in any other equivalent manner or title whatsoever;

To manufacture stoves of all kinds and deal therewith under all forms;

Properties to be taken on account of shares, under the name of "La Fonderie de Victoriaville, Limitée", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4358—30-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie des Modes, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Alexandre Papineau Mathieu and Armand Mathieu, advocates, of Montreal, Michael Murray Hac-

Hackett, comptable, de Chambly Canton, Edward Henry Hewitt, comptable, et Alfred Bureau, gérant, de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, produire, fabriquer et faire le commerce de toutes espèces de marchandises, d'articles de modes et de nouveautés;

Agir comme marchands à commission et agents commerciaux pour la vente des marchandises et du produit de toute autre maison de commerce et d'industrie;

Acquérir par achat ou autrement, tout ou partie de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et s'associer avec telles personnes, sociétés ou compagnies;

Développer ou aider au développement de toute compagnie auxiliaire ou alliée exerçant une industrie de même nature ou toute industrie reliée à celle de la présente compagnie et devenir actionnaire de telle compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprises et affaires de toute telle corporation, et assumer les obligations d'icelle, et les payer en tout ou en partie en argent, actions, obligations ou autres garanties de la compagnie;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie du paiement, pour tous les biens ou droits qui peuvent être acquis par icelle;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, lettres de change, mandats, valeurs et autres instruments négociables et transférables;

Distribuer au moyen de dividendes ou autrement, l'actif de la compagnie, soit en argent soit en nature, parmi les membres et particuliers au moyen d'actions acquittées, obligations ou stock de toute autre compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou partie d'icelle pour la considération que la compagnie approuvera;

Tout pouvoir accordé dans chacun des présents paragraphes ne sera limité, ni restreint par la disposition d'aucun autre paragraphe;

Faire, exécuter et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires, ou avantageux pour l'exploitation du dit commerce de la compagnie, sous le nom de la "La Compagnie des Modes, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4359-30-2 Sous-secrétaire de la province.

The Regal Press, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17 juillet 1915, constituant en corporation MM. John Wesley Blair et Francis Joseph Laverty, de Westmount, conseils du Roi, Charles Albert Hale et Auguste Réal Angers, avocats, Alexander Gordon Dewey, étudiant en droit, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'imprimerie, gravure, lithographie, régleure, gravure sur plaque, publi-

kett, accountant of Chambly Township, Edward Henry Hewitt, accountant, and Alfred Bureau, manager, of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, import, export, produce, manufacture and deal in all kinds of merchandise, fashion and novelty goods;

To act as commission merchants and commercial agents for the sale of all merchandise and products of any other commercial and manufacturing firm.

To acquire by purchase or otherwise the whole or part of the assets of any person, firm or company carrying on a business similar to that of this company, and to enter into partnership with such persons, firms or companies;

To develop or assist in the development of any auxiliary or allied company carrying on a business of a like nature or any business germane to that of the present company and to become a shareholder in any such company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of this company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property franchises undertakings and business of any such corporation and to take over the liabilities thereof, and to pay for the same, in whole or in part, in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of any property or rights acquired by the company;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, securities and other negotiable and transferable instruments;

To distribute by way of dividends or otherwise the assets of the company, either in cash or in kind, among its members and in particular by means of paid up shares, bonds or stock of any other company;

To sell or alienate the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may agree upon;

Any powers granted in any of the paragraphs hereof to be in no wise limited or restricted by the terms of any other paragraph;

To do, execute and carry out all other acts and things which may be deemed necessary or advantageous for the carrying on of the said business of the company, under the name of "La Compagnie des Modes, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4360-30-2 Deputy Provincial Secretary.

The Regal Press, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 17th July, 1915, incorporating Messrs. John Wesley Blair and Francis Joseph Laverty of Westmount, Kings Counsels, Charles Albert Hale and Auguste Réal Angers, advocates, and Alexander Gordon Dewey, student at law, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printing, engraving, lithographing, ruling, plate-printing, publishing,

cation, relieure, stéréotypie, imprimerie à l'électricité, gravure en relief, estampillage, fabrication de la papeterie, et généralement exercer aucune industrie semblable au commerce des imprimeurs et des éditeurs;

Imprimer, publier et vendre des annonces, pamphlets périodiques, magazines, des livres, journaux, de la papeterie, etc., agir aussi comme intermédiaires pour d'autres dans l'impression, et la publication et la vente de ces articles.

Acheter, vendre manufacturer, commercer et trafiquer du matériel, machinerie, papeterie, boîtes en papier, outils appareils, accessoires et tous autres articles requis, d'usage, ou qui pourraient être utilisés en rapport avec les dits droits et commerce;

Acquérir, posséder et disposer des droits de brevets, desseins industriels, marques de commerce et autres droits et privilèges relatifs au commerce de la compagnie.

Acquérir par achat, bail ou autre titre, détenir, se servir, vendre et autrement disposer de temps à autre et en considération de ce que la compagnie estimera convenable, des biens personnels et fonciers de toute nature et description, y compris des bâtisses, usines et matériel, droits, privilèges, franchises, contrats, baux, brevets d'inventions, patentes, marques de commerce, ou entreprises et biens généralement jugés nécessaires au commerce de la présente compagnie;

Produire l'éclairage, la chaleur et la force motrice de toute espèce, vendre ou autrement disposer de l'excédant des besoins de la compagnie, dans les limites de la cité de Montréal; pourvu, cependant que la vente, la transmission ou la distribution de l'électricité ou autre énergie ou pouvoir, en autant que le surplus de production requis par la compagnie est concerné, sera subordonné aux règlements locaux et municipaux;

Acheter, prendre ou autrement acquérir, posséder, se servir, aliéner ou autrement disposer des parts, obligations et valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou qui exerce une industrie dont l'exercice peut lui bénéficier directement ou indirectement; acquérir et détenir des actions, des débetures ou des valeurs de toute espèce, tant personnelles que réelles, à l'acquit des dettes, engagements et obligations contractées envers la présente corporation, les remettre ou autrement en disposer;

Vendre, céder à bail ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune portion d'icelle, en compensation de ce qu'elle estimera convenable, se fusionner avec aucune personne, société ou corporation dont les fins sont totalement ou partiellement semblables à celles de la présente compagnie, suivant les termes et conditions qui seront jugés avantageux;

Emettre en paiement d'aucun bien ou droit acquis par la compagnie, en vertu d'aucun titre, ou pour services rendus dans son organisation ou autrement, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie similaire, soit de fabrication ou autre, qui pourra être utile à celle de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec icelle;

Faire toutes autres choses incidentes ou conduisant à la réalisation des objets ci-hauts mentionnés ou d'aucun d'eux.

Les objets, pouvoirs et fins ci-haut énumérés sont distincts et indépendants les uns des autres, et la compagnie peut poursuivre la réalisation ou l'exercice de l'un ou plusieurs des dits objets, pouvoirs et fins, sans considérer les autres; aussi,

book-binding, stereotyping electro-typing, embossing, stamping, paper-making, and generally to carry on any business of a similar nature to the trade of printing and publishing,

To print, publish and sell advertisements, pamphlets, periodicals, magazines, books, newspapers, stationary, etc., and to act as agents for the printing, publishing and sale of the same for others;

To buy, sell, manufacture, trade and deal in plant, machinery, stationary, paper boxes, tools, furniture, supplies, and all articles requisite in or which can or may be used in connection with the said rights and business;

To acquire, own and dispose of the patent rights, industrial designs, trademarks and other rights and privileges pertaining to the business of the company;

To acquire by purchase, lease or other title, and to hold, use, sell or otherwise dispose of from time to time and for such consideration as the company may think fit, real and personal property of every kind and description, including buildings, plants and material, rights, privileges, franchises, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks, or designs and assets generally deemed necessary for the business of the company;

To generate light, heat and power of any kind and to sell or otherwise dispose of any surplus in excess of the requirements of the company within the limits of the city of Montreal, provided, however, that any sale, transmission or distribution of electric or other power or force beyond the limits of the company shall be subject to local and municipal regulations;

To purchase, take or otherwise acquire and to hold, use, or alienate or otherwise dispose of the shares, bonds and securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to acquire and hold shares bonds or securities of any kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, and to release or otherwise dispose of the same;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To issue in payment of any property or rights required by the company by any title, or for services rendered by way of promotion or otherwise, fully paid-up and non assessable shares, bonds or other securities of the company;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, which may be useful to the business of the company, or which may seem to the company capable of being conveniently carry on in connection with the business of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The above objects, powers and purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers and purposes without regard to the others

nulle clause ne sera restreinte dans son sens général ou autrement interprétée en rapport avec aucune autre relative aux dits objets, pouvoirs et fins, sous le nom de "The Regal Press, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents parts (200) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 17 juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4361—30-2 Sous-secrétaire de la province.

Academie des Sports, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juillet 1915, constituant en corporation MM. Léonidas Catalanos, ingénieur, Dame Louise Emond, épouse séparée de biens du dit Léonidas Catalanos et de ce dernier dûment autorisée, N. Baris, professeur, Christos Poulos et John A. Givas, commerçants, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Organiser dans la mesure non défendue par le Code criminel du Canada et ses amendements ou par toute autre loi, des paris mutuels sur le jeu de billard, le tir à la carabine, la pelote basque, la lutte, et sur tous exercices propres au développement de l'habileté dans l'usage des armes, ou tous autres jeux permis par la loi, lesquels requièrent de la vigueur ou de l'adresse physiques au sens du Code Civil, et de faire tous règlements nécessaires à cette fin; exploiter des restaurants et salles à manger, salons de crème à la glace, magasins de bonbons et de chocolat, débits de tabac, et généralement, faire tout commerce pouvant se rattacher aux opérations de la compagnie, dans les cité et district de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans toute la province de Québec, sous le nom de "Académie des Sports, Limitée", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinziesme jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4285—30-2 Sous-secrétaire de la province.

DEPARTEMENT DU SECRETAIRE D'ETAT
DU CANADA

Ottawa, 13 juillet, 1915.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie d'une dépêche du Secrétaire des Colonies à Son Altesse Royale le Gouverneur-Général, ainsi que du document y annexé, contenant des renseignements relatifs à l'enregistrement des dettes dues à des sujets britanniques par des personnes résidant en pays ennemis.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,
THOMAS MULVEY,
Sous-secrétaire d'Etat.

Son Honneur,
Le Lieutenant-Gouverneur de Québec,
Québec, Que.

DOWNING STREET,
24 juin 1915.

Monsieur,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Altesse Royale, pour le renseignement de Vos Ministres,

of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed having regard to any other clause of such objects, powers and purposes, under the name of "The Regal Press, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4362—30-2 Deputy Provincial Secretary.

Academie des Sports, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Léonidas Catalanos, engineer, Dame Louise Emond, wife separated as to property of the said Léonidas Catalanos, and by him duly authorized for the purposes hereof, N. Baris, professor, Christos Poulos and John A. Givas, traders, of the city of Montreal, for the following purposes:

To organize within the bounds allowed by the Criminal Code of Canada and amendments thereto or by any other law, paris-mutuels on billiard games, rifle shooting, football games, wrestling and any other exercises capable of developping skill in the use of arms, or any other games allowed by law which require strength or physical skill, within the meaning of the Civil Code, and to make any by-laws deemed necessary for the above purposes; to operate restaurants, and dining-rooms, ice-cream parlors, candy and chocolate stores, tobacco stands, and generally on any other business incidental to the company's business, in the city and district of Montreal, with power to establish branches throughout the whole of the province of Quebec, under the name of "Académie des Sports, Limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4286—30-2 Deputy Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE
OF CANADA.

Ottawa, 13th July, 1915.

Sir,

I have the honour to transmit to you a copy of a despatch which has been received by His Royal Highness the Governor General from the Colonial Secretary, and of the enclosure thereby covered, containing information respecting the recording of debts, etc., due to British subjects from persons residing in enemy countries.

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient servant,
THOMAS MULVEY,
Under Secretary of State.

His Honor,
The Lieutenant-Governor of Quebec,
Quebec, Que.

DOWNING STREET,
24th June, 1915.

Sir,

I have the honour to transmit to You Royal Highness for the information of your Ministers,

copie d'un avis publié dans la presse le 15 juin, contenant un exposé de faits pour la gouverne des personnes désirant enregistrer:

- (a) Les créances (y compris les balances en banque) dues à des sujets britanniques par des personnes résidant en pays ennemis;
- (b) Les autres biens en pays ennemis, (y compris des valeurs) appartenant à des sujets britanniques.

2. Le bureau des réclamations à l'étranger mentionné dans le dernier paragraphe de l'avis a été établi au Foreign Office dans le but de s'intéresser à toutes les réclamations pour lesquelles il n'a pas existé de dispositions satisfaisantes jusqu'ici, et qui sont étrangères, en ce sens que ce sont des réclamations de sujets britanniques contre un gouvernement étranger ou par des personnes de nationalités étrangères contre le Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,
de Votre Altesse Royale

Le très humble et très obéissant
serviteur,

(Signé) A. BONAR LAW.

Le Gouverneur général

Son Altesse Royale

le Duc de Connaught et
de Strathern, C.J., C.C.,
C.P., G.C.B., G.C. Etoile de l'I.,
G.C.M.G., G.C. Empire des
Indes, G. C. O. V.,
etc., etc., etc.

"Times" 15 juin 1915.

BIENS DES SUJETS BRITANNIQUES EN PAYS ENNEMIS.

Comment faire enregistrer les réclamations

On nous informe officiellement qu'il a été entendu que le Public Trustee tiendrait un registre:—

- (a) Des créances (y compris les balances en banques dues à des sujets britanniques par des personnes) résidant en pays ennemis;—
- (b) Des autres biens en pays ennemis, (y compris des valeurs) appartenant à des sujets britanniques.

Quiconque désire faire enregistrer de telles réclamations ou biens peut obtenir la formule nécessaire à cette fin (la formule G dans le premier cas et la formule H dans le second) du Public Trustee. Les demandes doivent être adressées au Public Trustee (Département du Commerce avec l'Ennemi), No 2, Clement's Inn, Strand, W. C.

Il doit être parfaitement compris que l'action du Public Trustee se bornera à inscrire au registre les réclamations dont on lui aura fourni les détails, et que ce fait ne rend aucunement le Gouvernement de Sa Majesté responsable soit de l'exactitude de la réclamation portée au registre ou ne l'oblige à agir de quelque manière à la conclusion des hostilités ou autrement au sujet du remboursement des créances ou biens en question.

Le Public Trustee inscrira les réclamations contre les gouvernements ennemis au sujet de valeurs publiques de ces gouvernements détenus par les ayants droit, mais il faudra donner avis au directeur du bureau des réclamations à l'étranger, Foreign Office, S. W., des autres réclamations contre des gouvernements ennemis (c'est-à-dire au sujet des marchandises ou biens réquisitionnés ou séquestrés) comme étant distinctes des réclamations contre des sujets ennemis.

4397

a copy of a notice published in the press of the 15th of June, containing information for the guidance of persons desiring to record:

- (a) Debts (including bank balances) due to British subjects from persons residing in enemy countries;
- (b) Other property in enemy countries (including securities) belonging to British subjects.

2. The foreign Claims Office referred to in the last paragraph of the notice has been set up at the Foreign Office for the purpose of dealing with all claims for the settlement of which no satisfactory machinery has existed hitherto, and which are foreign in the sense that they are claims by British subjects against a foreign Government or by foreign nationals against His Majesty's Government.

I have the honour to be,

Sir,
of Your Altest Royal,
Your obedient servant,

(Signed) A. BONAR LAW.

The Governor General.

His Altesse Royale,

the Duke of Connaught and
of Strathern, C.J., C.C.,
C.P., G.C.B., G.C. Star of l'I.,
G.C.M.G., G.C. Empire of
India, G. C. O. V.,
&c., &c., &c.

"Times" 15th June, 1915.

BRITISH PROPERTY IN ENEMY COUNTRIES

How to record claims.

We are officially informed that it has been arranged that the Public Trustee shall keep record of:—

- (a) Debts (including bank balances) due to British subjects from persons residing in enemy countries;
- (b) Other property in enemy countries (including securities) belonging to British subjects.

Any person desiring to record such claims or property can obtain the necessary form for that purpose (Form G in the first case and form H in the second) from the Public Trustee. Application should be made to the Public Trustee (Trading with the Enemy Department), No. 2 Clement's Inn, Strand, W C

It must be clearly understood that the action of the Public Trustee will be confined to entering upon the record claims of which particulars are supplied to him, and that in no way commits His Majesty's Government either to responsibility for the corrections of the claims entered or to taking any action on the conclusion of hostilities or otherwise for the recovery of the debts or property in question.

The Public Trustee will record claims against enemy Governments in respect of public securities of those Governments held by the claimants, but other claims against enemy Governments (e. g. in respect of goods or property requisitioned or sequestered) as distinct from claims against enemy subjects should be notified to the Director of the Foreign Claims Office, Foreign Office, S. W.

4398

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette Officielle, par exemp., 21c.
Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 3905

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 21 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the Gazette number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 3906

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 30.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Bélanger vs Côté.....	1829
" Bogislansky vs Baranov.....	1828
" Fink vs Clark.....	1828
" Gagné vs Francœur.....	1828

AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Saint-Jean-Chrysostôme, 1826.

ANNONCEURS, avis aux, 1859.

ARRÊTÉS EN CONSEIL:—Concernant l'annexion pour fins électorales des cantons Demers, Auclair et Robitaille, 1826; Cantons Parke et Chabot, 1825.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:—Montreal Tramways Coy, 1834.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 30.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Ménard vs Quinn.....	1828
" Rochon vs Vallée.....	1829
" Shapiro vs Maron.....	1828
" Tessier vs Davidson.....	1828

AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Saint-Jean-Chrysostôme, 1826.

ADVERTISERS, notice of, 1859.

ORDERS IN COUNCIL:—Regarding the annexation for electoral purposes of the townships Demers, Auclair and Robitaille, 1826; Townships Parke and Chabot, 1825.

ANNUAL GENERAL MEETING:—Montreal Tramways Coy, 1834.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—Lumbermen's Fire Indemnity Contract, 1825.

AVIS:—Département du Secrétaire d'Etat du Canada, 1857; National Trust Coy, Ltd, 1827; Royal Exchange Assurance, 1826; The British Empire Trust Coy, 1827; The Crown Trust Coy, 1827; The Imperial Trust Coy, Ltd, 1827; The Royal Trust Coy, 1827.

EXAMEN:—Candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, 1825.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Angers	1832
Bienvenu	1832
Bonenfant	1829
Boucher	1831
Cummings (Dme)	1829
Dompierre	1831
Dontigny	1831
Gravel	1832
Jacobson	1829
Kubelick (héritiers-Heirs)	1834
Lacasse & Frère	1832
Lazarovitz & Cie	1833

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Académie des Sports, Ltée	1857
La Cie des Modes, Ltée	1854
La Cie Duhamel & Frères	1823
Imperial Development Coy	1818
La Fonderie de Victoriaville	1854
L'Habitation Economique, Inc.	1816

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

La Cie Hydraulique Stadacona	1824
------------------------------	------

ORDRE DE COUR:—Laroche vs Héritiers Turcotte, 1835.

PROCLAMATION:—Prorogation des Chambres, 1815.

VENTE DE FAILLITE:—Gagnon, Garant, Ltée, 1836.

VENTE PAR LICITATION:—Fiset vs Fiset *et al* *ésgl*, 1834.

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

ARTHABASKA:—Beudet & Maheu, Faillis, 1837; Grégoire, Failli, 1838; La Corporation de la Paroisse de Saint-Lucien vs Gendreau, 1837; Phaneuf vs Campagna, 1838; Plourde vs Hamel, 1837.

BEAUHARNOIS:—Proper *ésgl* vs Dme Tétreault *et vir*, 1839.

CHICOUTIMI:—Leblanc & Frère vs Dme Lalanette *et al*, 1839.

JOLIETTE:—Brisson vs Desmarais, 1840.

KAMOURASKA:—Henry vs Dme Seaton *et al*, 1840.

MONTMAGNY:—Lemieux vs Dussault, 1841.

MONTREAL:—Bohemier vs Mendelovitch *et al*, 1846; Boyer vs Siminovitch, 1844; Brousseau (Dme) vs Schnapp, 1842; Clark vs

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—Lumbermen's Fire Indemnity Contract, 1825.

NOTICE:—Department of the Secretary of State of Canada, 1857; National Trust Coy, Ltd, 1827; Royal Exchange Assurance, 1826; The British Empire Trust Coy, 1827; The Crown Trust Coy, 1827; The Imperial Trust Coy, Ltd, 1827; The Royal Trust Coy, 1827.

EXAMINATION:—Candidates desiring to qualify as school inspectors, 1825.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Lefebvre	1832
LeMarquand	1833
Maheu & Fils	1830
Montreal House Furnishing Coy	1831
Parthenais	1831
Reid	1830
Silverman	1830
Soutière	1833
Sovereign Lime Works	1830
The Orleans Cement Manufacturing Co., Ltd	1833
Wiman	1834

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Parc Riverside Ltée	1817
Pierre Gauthier & Fils, Ltée	1819
The Berman Dye Works, Ltd	1821
The Montreal Cloak & Suit Mfg. Coy, Inc	1822
The Regal Press Ltd	1855
The Weedon Chemical Coy	1820

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Laurentian Power Coy, Ltd	1824
---------------------------	------

ORDER OF COURT:—Laroche vs Heirs Turcotte, 1835.

PROCLAMATION:—Parliament prorogued, 1815.

INSOLVENT SALE:—Gagnon, Garant, Ltée, 1836.

SALE BY LICITATION:—Fiset vs Fiset *et al* *ésgl*, 1834.

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:—Beudet & Maheu, Insolvents, 1837; Grégoire, Insolvent, 1838; La Corporation de la Paroisse de Saint-Lucien vs Gendreau, 1837; Phaneuf vs Campagna, 1838; Plourde vs Hamel, 1837.

BEAUHARNOIS:—Proper *ésgl* vs Dme Tétreault *et vir*, 1839.

CHICOUTIMI:—Leblanc & Frère vs Dme Lalanette *et al*, 1839.

JOLIETTE:—Brisson vs Desmarais, 1840.

KAMOURASKA:—Henry vs Dme Seaton *et al*, 1840.

MONTMAGNY:—Lemieux vs Dussault, 1841.

MONTREAL:—Bohemier vs Mendelovitch *et al*, 1846; Boyer vs Siminovitch, 1844; Brousseau (Dme) vs Schnapp, 1842; Clark vs

Dme Gagnon, 1848; Commissaires d'Ecoles de Westmount vs Rollit, 1849; Desève vs Lasalle, 1843; Desroches (Dme) *et al* *èsq.*, vs Cossette *et al*, 1850; Lamoureux, Failli, 1846; Lawrence vs Snowdon, 1800; L'Institut Catholique des Sourds-Muets vs J. I. Case Treshing Machine Coy, 1847; Loranger vs Tessier *èsq.*, 1843; Maheu vs Dlle Couture, 1851; Maheu vs Turcot, 1847; Paré vs Fortier, 1845; Paterson *et al* *èsq.* vs Phaneuf, 1848; Pellerin vs Pellerin, 1847; Quévillon Failli, 1850; Quévillon, Failli, 1850; Reeves vs Pagé, 1842; Séguin *et al* vs Lamoureux, 1851; The Charles Ciseri Coy vs Lemma, 1845; The Montreal Trust Coy vs Dme Beaupré, 1841; Vaillancourt vs Shalek, 1845; Vineberg vs Bailey, 1844.

RIMOUSKI:—D'Amours vs L'Etoile, 1852.

ROBERVAL:—Beaudet vs Beaudet, 1852.

SAINT-FRANCOIS:—Embury vs Tencarre, 1852.

SAINT-HYACINTHE:—Gaspé vs Legault, 1853; Legros vs Dme Loïselle, 1853; Mongeau vs Desmarais, 1854.

Dme Gagnon, 1848; School Commissioners of Westmount vs Rollit, 1849; Desève vs Lasalle, 1843; Desroches (Dme) *et al* *èsq.*, vs Cossette *et al*, 1850; Lamoureux, Insolvent, 1846; Lawrence vs Snowdon, 1800; L'Institut Catholique des Sourds-Muets vs J. I. Case Treshing Machine Coy, 1847; Loranger vs Tessier *èsq.*, 1843; Maheu vs Dlle Couture, 1851; Maheu vs Turcot, 1847; Paré vs Fortier, 1845; Paterson *et al* *èsq.*, vs Phaneuf, 1848; Pellerin vs Pellerin, 1847; Quévillon Insolvent, 1850; Quévillon, Insolvent, 1850; Reeves vs Pagé, 1842; Séguin *et al* vs Lamoureux, 1851; The Charles Ciseri Coy vs Lemma, 1800; The Montreal Trust Coy vs Dme Beaupré, 1841; Vaillancourt vs Shalek, 1845; Vineberg vs Bailey, 1844.

RIMOUSKI:—D'Amours vs L'Etoile, 1852.

ROBERVAL:—Beaudet vs Beaudet, 1852.

SAINT FRANCIS:—Embury vs Tencarre, 1852.

SAINT HYACINTH:—Gaspé vs Legault, 1853; Legros vs Dme Loïselle, 1853; Mongeau vs Desmarais, 1854.

30 JUIL 1915

29 JUIL 1915